

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 1717

[C — 2009/29272]

**19 FEVRIER 2009.** — Décret portant diverses mesures, notamment en matière de statuts et de titres pour les membres des personnels de l'enseignement supérieur et créant des conseils des étudiants au sein des Instituts supérieurs d'Architecture (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions relatives aux Hautes EcolesSection I<sup>re</sup>. — Modification du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 31, § 2, alinéa 2, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, les mots « du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française » sont remplacés par les mots « du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française ».

**Art. 2.** A l'article 61, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> du même décret, remplacé par le décret du 30 juin 2006, les mots « ou de zones contiguës » sont insérés entre les mots « même zone » et le mot « peuvent ».

**Art. 3.** Dans l'article 66 du même décret, modifié par les décrets des 9 septembre 1996, 8 février 1999, 31 mai 1999 et 30 juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, un 4<sup>o</sup>bis rédigé comme suit est inséré entre les 4° et 5° :

« 4<sup>o</sup>bis d'un représentant du personnel administratif nommé à titre définitif, élu par le personnel concerné parmi ses membres »;

2° L'alinéa 4 est remplacé comme suit :

« La durée du mandat des membres visés au 4° et 4<sup>o</sup>bis est de cinq ans à l'exception du mandat attribué pour la première fois à un représentant du personnel administratif nommé à titre définitif qui s'achève en même temps que celui des membres visés au 3°, 4°, 5° et 6°. »

**Art. 4.** Dans l'article 67, alinéa 2, du même décret, modifié par le décret du 30 juin 2006, les mots « des différentes catégories » sont insérés entre les mots « des membres » et les mots « du personnel ».

**Art. 5.** Dans l'article 70, alinéa 2, du même décret, modifié par le décret du 30 juin 2006, les mots « des différentes catégories » sont insérés entre les mots « des membres » et les mots « du personnel ».

**Art. 6.** L'article 91, alinéa 4, du même décret est complété comme suit :

- « 6° un exposé de la politique suivie par le Conseil social dans l'utilisation des subsides sociaux,
- 7° les critères d'octroi d'aides financières en faveur des étudiants;
- 8° la description des services juridiques, d'orientation et de placement aux emplois d'étudiant, rendus dans le cadre de l'utilisation des subsides sociaux;
- 9° les collaborations éventuelles avec d'autres Hautes Ecoles ou des institutions universitaires en matière de services sociaux . »

## Section II. — Modification du décret du 9 septembre 1996

relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

**Art. 7.** Dans l'article 8, § 1<sup>er</sup>, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, tel que modifié par les décrets des 17 juillet 1998, 28 octobre 1999, 31 mars 2004 et 18 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Sous le point 6°, les mots « pour la première fois » sont supprimés;

2° Le § 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 2°, 3° et 3<sup>o</sup>bis, l'on entend également par étudiant régulièrement inscrit, l'étudiant qui a échoué à un concours ou à toute épreuve permettant d'entreprendre ou de poursuivre des études supérieures en Belgique ou à l'étranger à l'issue d'une année d'études supérieures préparatoire ou générale menant à ce concours ou à cette épreuve, l'abandon ou la non-présentation à ce concours ou à cette épreuve étant considéré comme un échec. »

**Art. 8.** Dans l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par les décrets des 11 janvier 2008, 9 mai 2008 et 18 juillet 2008, le montant de « 270.153.009 » est remplacé par le montant de « 280.154.558 ».

**Art. 9.** Dans l'article 14, du même décret, modifié par les décrets des 21 décembre 2004, 30 juin 2006 et 11 janvier 2008, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 5 et 6 :

« A partir de l'année budgétaire 2009, à la partie forfaitaire de chaque Haute Ecole est ajouté un montant forfaitaire de € 5.000,00 pour autant que la Haute Ecole affecte à concurrence d'une fraction de charge d'au moins 1/10 d'équivalent temps plein du personnel pour l'accompagnement des candidats au Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur.

A partir de l'année budgétaire 2009 et dans les limites des crédits budgétaires disponibles, à la partie forfaitaire de chaque Haute Ecole est ajouté un montant forfaitaire de € 25.000,00 pour autant que la Haute Ecole se voit octroyer dans l'année considérée un projet FIRST HE financé par la Région wallonne ou un projet SPIN-OFF IN BRUSSELS financé par la Région de Bruxelles-Capitale et affecte ce montant à concurrence d'une fraction de charge d'équivalent temps plein au remplacement, dans sa charge de cours, du membre du personnel désigné promoteur du projet de recherche. »

**Art. 10.** Dans le Chapitre III, Section 1<sup>re</sup>, l'intitulé de la Sous-section 1<sup>re</sup>. — « Recettes résultant de l'enseignement dispensé par les Hautes Ecoles » du même décret est remplacé par l'intitulé suivant : « Recettes résultant de l'enseignement dispensé par les Hautes Ecoles et du paiement du droit d'inscription au jury de la Communauté française. »

**Art. 11.** Un article 22*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret dans le Chapitre III, Section 1<sup>re</sup>, Sous-section 1<sup>re</sup> :

« Article 22*bis*. Le produit des droits d'inscriptions au jury d'enseignement supérieur non universitaire de la Communauté française institué au siège de chaque Haute Ecole reste acquis à chacune d'elles et n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de l'allocation globale visée au chapitre II du présent décret. »

**Art. 12.** Dans l'article 35, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, le 3<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 3<sup>o</sup> être porteur d'un diplôme donnant accès aux emplois de niveau 1 des agents de l'Etat ou posséder une expérience professionnelle de cinq ans dans des fonctions en rapport avec les matières traitées par les commissaires dans leur fonction ».

## CHAPITRE II. — Dispositions relatives aux Universités

### Section I<sup>re</sup>. — Modification de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat

**Art. 13.** L'article 36 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, remplacé par le décret du 27 décembre 1993 et modifié par les décrets des 31 mars 2004, 4 mai 2005, 25 mai 2007 et 9 mai 2008, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« — à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2008, d'un traitement initial de € 34.317,41, qui est porté successivement de trois en trois ans à € 36.769,81, € 39.222,21, € 41.674,61, € 44.127,01, € 46.579,41, € 49.031,81, € 51.484,21 et € 53.936,61.

**Art. 14.** L'article 37, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, remplacé par le décret du 27 décembre 1993 et modifié par les décrets des 4 mai 2005, 25 mai 2007 et 9 mai 2008, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« — à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2008, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de € 4.289,69 par heure hebdomadaire annuelle d'un établissement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir moins de € 2.144,85 et plus de € 34.314,48 ».

**Art. 15.** L'article 38 de la même loi, remplacé par le décret du 27 décembre 1993 et modifié par les décrets des 31 mars 2004, 4 mai 2005, 25 mai 2007 et 9 mai 2008, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« — à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2008, d'un traitement initial de € 40.188,40, qui est porté successivement de trois en trois ans à € 43.718,33, € 47.248,26, € 50.778,19, € 54.308,12, € 57.838,05 et € 61.367,98. »

**Art. 16.** L'article 39 de la même loi, remplacé par le décret du 27 décembre 1993 et modifié par les décrets des 4 mai 2005, 25 mai 2007 et 9 mai 2008, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« — à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2008, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de € 4.686,08 par heure hebdomadaire annuelle d'un établissement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir plus de € 37.488,60.

**Art. 17.** L'article 39*bis* de la même loi, remplacé par le décret du 27 décembre 1993 et modifié par les décrets des 4 mai 2005, 25 mai 2007 et 9 mai 2008, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« — à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2008, d'un traitement initial de 45.018,86 €, qui est porté successivement de trois en trois ans à € 49.774,97, € 54.531,08, € 59.287,18, € 64.043,30 et € 68.799,41. »

**Art. 18.** L'article 39*ter*, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, remplacé par le décret du 27 décembre 1993 et modifié par les décrets des 4 mai 2005, 25 mai 2007 et 9 mai 2008, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« — à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2008, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de € 5.089,85 par heure hebdomadaire annuelle d'un établissement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir plus de € 40.718,76. »

**Art. 19.** Dans l'article 49*quinquies* de la même loi, inséré par le décret du 31 mars 2004, les mots « démission d'office » sont insérés entre les mots « la suspension; » et les mots « la révocation. »

**Art. 20.** Dans le chapitre III, sous la section 7, de la même loi, sont insérés les articles 49*novies* et 49*decies*, rédigés comme suit :

« Article 49*novies*. La suspension par mesure d'ordre pendant la durée des poursuites disciplinaires et jusqu'à la décision finale n'a pas d'incidence sur le traitement de la personne concernée.

Article 49*decies*. § 1<sup>er</sup>. L'effacement des peines disciplinaires se fait d'office après une période dont la durée est fixée à :

- un an pour le rappel à l'ordre;
- trois ans pour la réduction de traitement et la suspension.

Le délai prend cours à la date à laquelle la peine a été prononcée. Cet effacement n'a lieu que si aucune autre peine disciplinaire n'a été prononcée pendant cette période.

§ 2 Sans préjudice de l'exécution de la peine, l'effacement a pour effet d'exclure toute prise en compte de la peine disciplinaire effacée. »

### Section II. — Modification du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités

**Art. 21.** Dans l'article 85 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, il est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup>*bis* rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>*bis*. La planification visée au paragraphe 1<sup>er</sup> s'établit conformément aux conditions générales fixées par les autorités académiques.

Ces conditions générales ne sont toutefois pas applicables aux étudiants dont la qualité de sportif de haut niveau ou d'espoir sportif est reconnue conformément au chapitre III du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française.

**Art. 22.** A l'annexe 1 du même décret, modifiée par les décrets des 16 juin 2006, 25 mai 2007 et 13 décembre 2007, sous le « 2° Théologie », la ligne

TAB. 1 — : théologie

Théologie		B	M	M
-----------	--	---	---	---

est remplacée par les lignes :

TAB. 2 — : sciences religieuses et théologie

Sciences religieuses		B		
Théologie			M	M

**Art. 23.** A l'Annexe III du même décret, modifiée par les décrets des 16 juin 2006, 20 juillet 2006, 25 mai 2007 et 18 juillet 2008, sous le « 2° Théologie », la ligne

TAB. 3 — : théologie

Théologie	1+2		1				
-----------	-----	--	---	--	--	--	--

est remplacée par les lignes :

TAB. 4 — : sciences religieuses et théologie

Sciences religieuses	1		1				
Théologie	2		1				

*Section III. — Modification du décret du 20 juillet 2006 portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur, de culture et d'éducation permanente*

**Art. 24.** L'article 25 du décret du 20 juillet 2006 portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur, de culture et d'éducation permanente est remplacé comme suit :

« Pour des prestations complètes accomplies durant toute l'année de référence, le montant du pécule de vacances est fixé à 70 % d'un douzième du traitement annuel, lié à l'indice des prix à la consommation, qui détermine le traitement dû pour le mois de mars de l'année de vacances ».

**Art. 25.** Dans l'article 26 du même décret, l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 26.** Dans le même décret, il est inséré un article 26bis rédigé comme suit :

« Article 26bis. § 1<sup>er</sup>. Le mode de calcul du pécule de vacances établi au § 2 est applicable lorsque ce mode de calcul confère aux membres du personnel le bénéfice d'un pécule de vacances plus favorable que celui résultant de l'application des articles 25 et 26.

§ 2. Le pécule de vacances comporte une partie forfaitaire et une partie variable.

Pour des prestations complètes accomplies durant toute l'année de référence, le pécule de vacances est fixé comme suit :

1° Pour la partie forfaitaire : le montant de la partie forfaitaire octroyée l'année précédente, augmenté d'une fraction dont le dénominateur est l'indice-santé du mois de janvier de l'année précédente et le numérateur l'indice-santé du mois de janvier de l'année en cours. Le résultat ainsi obtenu est établi jusqu'à la quatrième décimale inclusivement;

2° Pour la partie variable : la partie variable équivalent à 1,1 pour cent du(des)traitement(s) annuel(s), lié(s) à l'indice des prix à la consommation, qui détermine(nt) le(s) traitement(s) du(s) pour le mois de mars de l'année des vacances. Lorsque le membre du personnel n'a bénéficié pour le mois considéré d'aucun traitement ou d'un traitement réduit, ce pourcentage se calcule sur le(s) traitement(s) qui aurai(en)t été du(s) pour ledit mois. »

*Section IV. — Modification de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires*

**Art. 27.** Dans l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, remplacé par le décret du 31 mars 2004 et modifié par les décrets des 21 décembre 2004, 16 décembre 2005, 20 juillet 2006, 15 décembre 2006 et 11 janvier 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le montant de « 103.772.880 » est remplacé par le montant de « 106.559.827 »;

2° Dans le § 2, le montant de « 313.125.468 » est remplacé par le montant de « 321.534.834 »;

3° Dans le § 3, le montant de « 5.221.525 » est remplacé par le montant de « 5.286.861 ».

**Art. 28.** A l'article 32bis, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, rétabli par le décret du 31 mars 2004 et modifié par les décrets des 16 décembre 2005, 20 juillet 2006, 15 décembre 2006, 25 mai 2007 et 11 janvier 2008, le montant de « 8.160.662 » est remplacé par le montant de « 8.379.827 ».

**Art. 29.** A l'article 36ter de la même loi, inséré par le décret du 11 janvier 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le montant de « 316.668 » est remplacé par le montant de « 633.336 »;

2° Dans l'alinéa 3, le nombre « 6,25 » est remplacé par le nombre « 3,125 ».

*Section V. — Modification du décret du 9 janvier 2003  
relatif aux organes d'avis en matière de politique scientifique et universitaire  
et à la concertation entre les différents organes consultatifs de l'enseignement supérieur*

**Art. 30.** Dans l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 9 janvier 2003 relatif aux organes d'avis en matière de politique scientifique et universitaire et à la concertation entre les différents organes consultatifs de l'enseignement supérieur, les modifications suivantes sont apportées :

1° Sous le 3°, les mots « reconnues des travailleurs » sont remplacés par les mots « des travailleurs affiliées à des organisations qui siègent au Conseil national du travail »;

2° Le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° trois membres représentant le personnel scientifique des institutions universitaires et proposés parmi celui-ci par les organisations représentatives de travailleurs affiliées à des organisations qui siègent au Conseil national du travail; ».

*CHAPITRE III. — Disposition relative à l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur  
organisé ou subventionné par la Communauté française*

**Art. 31.** Dans l'article 27, alinéa 2, du décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, les mots « du présent décret » sont remplacés par les mots « visés à l'alinéa précédent ».

*CHAPITRE IV. — Dispositions relatives aux Instituts supérieurs d'Architecture*

**Art. 32.** L'article 6 de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture complété par le décret du 18 juillet 2008, est complété par un paragraphe 8 rédigé comme suit :

« § 8. Un étudiant peut choisir de répartir les enseignements d'un cycle d'études sur un nombre d'années académiques supérieur au nombre d'années d'études prévues au programme.

Cette planification étalée dans le temps de ses activités et des évaluations associées fait l'objet d'une convention avec le directeur de l'institut supérieur d'architecture établie au moment de l'inscription, révisable annuellement.

La planification visée aux alinéas précédents s'établit conformément aux conditions générales fixées par le directeur de l'institut supérieur d'architecture. Ces conditions générales ne sont toutefois pas applicables aux étudiants dont la qualité de sportif de haut niveau ou d'espoir sportif est reconnue conformément au chapitre III du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française.

Si l'étudiant obtient les crédits correspondant aux enseignements de son programme personnalisé, il peut poursuivre ses études sans être considéré comme bisseur au sens de l'arrêté royal du 22 février 1984 portant règlement général des études dans l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice. Toutefois, il ne peut être pris en compte pour le financement plus de deux fois pour une même année d'études avant que le jury ne sanctionne cette réussite. »

**Art. 33.** L'article 8, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par le décret du 11 janvier 2008 est complété par un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Après le calcul de l'encadrement visé aux alinéas précédents, les instituts reçoivent en supplément 0,25 unité, pour autant que l'établissement ait désigné à concurrence d'au moins 0,25 unité un membre du personnel chargé du Service interne de Prévention et de Protection au travail (SIPP). Cette désignation est attestée au moyen d'un rapport précisant l'identité et la charge du membre du personnel chargé du Service interne de Prévention et de Protection au travail (SIPP), transmis au Gouvernement avant le 15 octobre de l'année en cours. »

**Art. 34.** Dans l'article 8*bis*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, de la même loi, inséré par le décret du 19 juillet 2007, les mots « par site » sont insérés entre le mot « institution » et les mots « en application ».

**Art. 35.** Dans la même loi, sont insérés des articles 8*ter*, 8*quater*, 8*quinquies*, 8*sexies* et 8*septies* rédigés comme suit :

« Article 8*ter*. § 1<sup>er</sup>. Il est créé au sein de chaque Institut supérieur d'Architecture, organisé ou subventionné par la Communauté française, un Conseil des étudiants.

§ 2. Le Conseil des étudiants est composé de sept membres au moins, élus chaque année entre le 1<sup>er</sup> février et le 30 avril par et parmi l'ensemble des étudiants de l'Institut supérieur d'Architecture.

Les membres doivent être élus à la suite d'un vote auquel participent au moins 30 p.c. des étudiants de l'Institut supérieur d'Architecture.

Si un tel quorum ne peut être atteint après un premier tour d'élection, un second tour d'élection est organisé avec cette fois un quorum de 15 p.c. des étudiants. Si le quorum est atteint à l'issue de ce second tour, le Conseil des étudiants est constitué sans représentation au niveau communautaire.

Si à l'issue de deux tours d'élection le quorum n'a pu être atteint, les étudiants classés en ordre utile sont nommés gestionnaires du Conseil des étudiants pour une durée d'un an, sans représentation à l'organe de gestion pour cette durée.

§ 3. Le Conseil des étudiants élu pour l'année académique suivante propose, avant le 31 mai, les membres des organes de l'Institut supérieur d'Architecture ainsi que leurs suppléants, choisis dans l'établissement et prioritairement en son sein, ainsi que ses représentants au sein de l'organisation représentative des étudiants de son choix.

Le Conseil des étudiants choisit un de ses membres pour en assurer la présidence.

Tous les membres du Conseil des Etudiants interviennent avec voix délibérative.

Article 8*quater*. § 1<sup>er</sup>. Le Conseil des étudiants a pour mission :

1° de représenter tous les étudiants de l'Institut supérieur d'Architecture;

2° de défendre et de promouvoir les intérêts des étudiants de l'Institut supérieur d'Architecture, notamment sur toutes les questions relatives à l'enseignement, à la pédagogie et à la gestion de leur Institut supérieur d'Architecture;

3° de susciter la participation active des étudiants de l'Institut supérieur d'Architecture en vue de leur permettre de jouer pleinement leur rôle de citoyen actif, responsable et critique au sein de la société et de leur Institut supérieur d'Architecture;

4° d'assurer la circulation de l'information entre les autorités de l'Institut supérieur d'Architecture et les étudiants;

5° de désigner les représentants des étudiants au conseil social :

6° d'assurer la continuité de la représentation, notamment par la participation à la formation des représentants étudiants;

7° d'informer les étudiants sur leurs droits, sur l'Institut supérieur d'Architecture et sur les possibilités pédagogiques qui leur sont offertes.

§ 2. Le Conseil des étudiants peut, d'initiative, émettre un avis ou une proposition concernant les étudiants et toutes les matières relevant de la gestion et de l'enseignement dispensé par l'Institut supérieur d'Architecture.

Article 8quinquies. Le Pouvoir organisateur de l'Institut Supérieur d'Architecture assure au Conseil des étudiants la mise à disposition d'infrastructures et de moyens matériels propres et nécessaires à la réalisation de ses missions. Les infrastructures mises à disposition sont réparties par site.

La part de subsides sociaux qui couvrent les besoins sociaux en moyens financiers du Conseil des étudiants est fixée à 10 p.c. Le calcul des moyens financiers octroyés au Conseil des étudiants se fait par site.

Article 8sexies. Les représentants du Conseil des étudiants visés à l'article 8ter ne subissent pas de sanctions ou de pressions pour les actes posés du fait et dans le cours de l'exercice de leur mandat ou du fait et dans le cours de la campagne électorale, pour les candidats aux élections du Conseil étudiant. Le Conseil des étudiants transmet à titre informatif au Conseil social sa comptabilité annuelle au plus tard le 31 mars qui suit l'année budgétaire.

Article 8septies. Les représentants des étudiants ont accès, dans les mêmes conditions que les autres membres des organes dont ils font partie, aux documents nécessaires à l'exercice de leur mandat. »

#### CHAPITRE V. — Dispositions relatives aux statuts des personnels

##### Section I<sup>re</sup>. — Modification de l'arrêté royal du 15 avril 1958

portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique

**Art. 36.** Dans l'article 17, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, tel que modifié par les décrets des 20 décembre 2001, 3 mars 2004, 4 mai 2005, 13 décembre 2007, 11 janvier 2008 et 9 mai 2008, les mots « , pour le maître-assistant qui a fait l'objet d'une désignation, d'une nomination ou d'un engagement en qualité de maître de formation pratique dans les mêmes cours à conférer tels que précisés dans les annexes 1 et 2 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française » sont remplacés par les mots « pour le maître-assistant dans un des cours à conférer suivants tels que visés dans l'annexe 2 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française : diététique et nutrition, ergothérapie, logopédie, sciences sociales et soins infirmiers, qui a fait l'objet d'une désignation, d'un engagement ou d'une nomination à titre définitif dans un des cours à conférer suivants tels que visés dans l'annexe 1 du même décret : pratique en diététique, pratique en ergothérapie, pratique en logopédie, pratique en service social et pratique en soins infirmiers ».

##### Section II. — Modification de l'arrêté royal du 18 avril 1967

fixant les règles de calcul du nombre d'éducateurs dans l'enseignement de l'Etat

**Art. 37.** Dans l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 18 avril 1967 fixant les règles de calcul du nombre d'éducateurs dans l'enseignement de l'Etat, remplacé par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986, le chiffre « 0,5 » est remplacé par le chiffre « 0,75 ».

Section III. — Modification du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

**Art. 38.** Dans l'article 36, alinéa 2, du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les mots « à titre définitif dans un autre niveau d'enseignement organisé par la Communauté française » sont remplacés par les mots « en qualité d'enseignant nommé à titre définitif et affecté dans un établissement d'enseignement organisé par la Communauté française ».

**Art. 39.** A l'article 52, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les termes « 8° la révocation » sont remplacés par les termes « 8° la démission d'office »;

2° les termes suivants sont introduits : « 9° la révocation ».

**Art. 40.** L'article 124bis du même décret devient l'article 124ter.

**Art. 41.** Le Titre III, Chapitre II, du même décret, est complété par une section 5 comprenant un article 124bis rédigé comme suit :

##### « Section 5. — Dossier professionnel

Art. 124bis. Le dossier professionnel du membre du personnel comprend le dossier administratif et, le cas échéant, le dossier disciplinaire.

Toute pièce versée au dossier disciplinaire doit faire l'objet d'un visa préalable du membre du personnel intéressé.

Le membre du personnel dispose d'un délai de cinq jours ouvrables pour viser la pièce versée au dossier disciplinaire, à partir du moment où la demande de visa lui a été adressée par le pouvoir organisateur.

A l'expiration du délai de cinq jours ouvrables visé à l'alinéa précédent, l'obligation visée à l'alinéa 2 est réputée remplie dès lors que le pouvoir organisateur fait la preuve que la demande de visa a été adressée au membre du personnel.

Toute procédure disciplinaire ne peut s'appuyer que sur des pièces appartenant au dossier disciplinaire.

Le dossier administratif contient exclusivement les documents relatifs aux statuts administratif et pécuniaire du membre du personnel. Ces documents proviennent d'une part de la relation entre le pouvoir organisateur et le pouvoir subsidiant et d'autre part, de la relation entre le pouvoir organisateur et le membre du personnel.

Le Gouvernement approuve les modalités de constitution du dossier et d'accès à celui-ci, fixées par la commission paritaire compétente. ».

**Art. 42.** L'article 135 du même décret, modifié par le décret du 11 janvier 2008, est complété par un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Le modèle de rapport est fixé par les commissions paritaires visées à l'article 171. ».

**Art. 43.** Dans l'article 139, alinéa 2, du même décret, les mots « dans un autre niveau d'enseignement » sont remplacés par les mots « dans un établissement d'enseignement ».

**Art. 44.** L'article 217 du même décret, modifié par le décret du 11 janvier 2008 est complété par un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le modèle de rapport est fixé par la commission paritaire centrale visée à l'article 247, alinéa 1, 1<sup>o</sup>. ».

**Art. 45.** Dans l'article 221, alinéa 2, du même décret, les mots « dans un autre niveau d'enseignement » sont remplacés par les mots « dans un établissement d'enseignement ».

*Section IV. — Modification du décret du 8 février 1999  
relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant  
des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

**Art. 46.** Dans l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les mots « docteur en médecine, docteurs en médecine vétérinaire, » et les mots « , pharmacien, ingénieur ou agrégé de l'enseignement supérieur » sont supprimés.

**Art. 47.** Dans l'article 7 du même décret, les mots « précisée dans l'annexe 3 du présent décret en regard des cours à conférer » sont remplacés par les mots « identique à celle précisée dans l'annexe 2 au présent décret en regard des cours à conférer, dans le respect de l'article 4, § 1<sup>er</sup>. »

**Art. 48.** Dans le même décret, l'article 48, dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, est complété par des paragraphes 2 et 3 rédigés comme suit :

« § 2. Les membres du personnel désignés ou engagés à titre temporaire conformément, selon le cas, aux dispositions de l'article 5 ou de l'article 6 et dans le respect des intitulés de cours à conférer et des titres fixés antérieurement, sont réputés répondre aux conditions de titres, tels que visés, selon le cas, aux annexes 1 ou 2 du présent décret.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont réputés remplir les conditions de titres fixées antérieurement à l'annexe 2 du présent décret, lorsque les jurys prévus dans cette même annexe n'étaient pas organisés.

« § 3. Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif conformément aux conditions de titres telles qu'elles étaient fixées antérieurement, sont réputés répondre aux conditions de titres, tels que visés, selon le cas, aux annexes 1 ou 2 du présent décret. »

**Art. 49.** Dans le même décret, complété par les décrets des 12 juillet 2001 et 19 novembre 2003 et modifié par les décrets des 3 mars 2004, 11 janvier 2008 et 9 mai 2008, l'annexe 1 est remplacée par l'annexe 1 jointe au présent décret.

**Art. 50.** Dans le même décret, complété par les décrets des 20 juillet 2000 et 12 juillet 2001 et modifié par le décret du 3 mars 2004, l'annexe 2 est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent décret.

**Art. 51.** Dans le même décret, complété par le décret du 12 juillet 2001, l'annexe 3 est supprimée.

*Section V. — Modification du décret du 25 juillet 1996  
relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles  
organisées ou subventionnées par la Communauté française*

**Art. 52.** Dans le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, il est inséré un article *7quater*, libellé comme suit :

« Article *7quater*. § 1<sup>er</sup>. Chaque Haute Ecole confie la tâche consistant à assurer les missions du Service interne de Prévention et de Protection au travail (SIPP) à un ou plusieurs membres du personnel. Dans chaque Haute Ecole, au moins un membre du personnel se verra attribuer à cet effet une charge d'au moins 5/10 d'équivalent temps plein.

« § 2. Chaque Haute Ecole transmet au Gouvernement, pour le 15 octobre de l'année académique en cours, l'identité et la charge horaire des membres du personnel désignés dans ce cadre.

« En cas de fusion, les emplois attribués aux établissements fusionnés resteront acquis à l'établissement résultant de la fusion. »

*Section VI. — Modification du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques de l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)*

**Art. 53.** A l'article 57 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), tel que modifié par le décret du 11 janvier 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> Dans l'alinéa 6, à la première phrase, les mots « d'encadrement » sont insérés entre le mot « emplois » et le mot « supplémentaire »;

2<sup>o</sup> L'Alinéa 6 est complété par la phrase suivante :

« La charge hebdomadaire à prestations complètes est de 36 heures par semaine. Elle est divisible en quarts de charge. »;

« 3<sup>o</sup> L'article 57 est complété par les alinéas suivants :

« Chaque école supérieure des arts désigne un membre du personnel chargé du Service interne de Prévention et de Protection au travail (SIPP) pour lequel il est attribué un quart d'unité d'emploi supplémentaire. En cas de fusion d'écoles supérieures des arts, cette charge est multipliée par le nombre d'écoles supérieures des arts parties à la fusion. La charge hebdomadaire à prestations complètes est de 36 heures par semaine. Elle est divisible en quarts de charge.

« L'Ecole Supérieure des Arts transmet au Gouvernement avant le 15 octobre de l'année en cours, l'identité et la charge du membre du personnel chargé de cette tâche. Dans le cas où l'Ecole supérieure des Arts reste en défaut de transmettre cette information ou que la charge consacrée à cette tâche est inférieure à un quart d'unité d'emploi supplémentaire, le montant supplémentaire est réduit à due concurrence pour l'année suivante. »

**Art. 54.** L'article 104, § 1<sup>er</sup>, du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Avant de proposer toute désignation à titre temporaire, le Conseil de gestion pédagogique propose d'étendre la charge de membres du personnel de l'Ecole supérieure des Arts concernée, qui en ont fait la demande dans le respect de l'article 102, alinéa 1<sup>er</sup>, et ce dans l'ordre suivant : d'abord les membres du personnel nommés à titre définitif, ensuite les membres du personnel désignés à titre temporaire pour une durée indéterminée. ».

**Art. 55.** L'article 105, § 2, du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si un même membre du personnel a été désigné en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> durant deux années académiques successives dans la même fonction et le même cours à conférer, l'Ecole supérieure des Arts ne peut pourvoir à cet emploi que dans le respect des articles 100 et 102. ».

**Art. 56.** Dans l'article 111, § 1<sup>er</sup>, du même décret, l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit :

Lorsque le rapport porte la mention « n'a pas satisfait », le membre du personnel peut, dans les cinq jours ouvrables suivant la date à laquelle le rapport lui est présenté, introduire une réclamation écrite au directeur qui la fait parvenir aussitôt à la chambre de recours. Celle-ci donne son avis dans un délai maximum d'un mois à partir de la réception de la réclamation. Le directeur prend sa décision dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la chambre de recours. La décision initiale est maintenue ou transformée.

Si la décision initiale est maintenue, le Gouvernement ne peut en aucun cas reconduire la désignation. »

**Art. 57.** Dans l'article 128, alinéa 2, du même décret, les mots « un autre niveau d'enseignement » sont remplacés par les mots « une fonction enseignante au sein de l'enseignement ».

**Art. 58.** Dans l'article 161, alinéa 2, du même décret, les mots « à titre définitif dans un autre niveau d'enseignement organisé par la Communauté française » sont remplacés par les mots « en qualité d'enseignant nommé à titre définitif et affecté dans un établissement d'enseignement organisé par la Communauté française ».

**Art. 59.** Dans l'article 163, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, il est inséré un 2<sup>o</sup>*bis* rédigé comme suit :

« 2<sup>o</sup>*bis*. Les services rendus par les membres du personnel non statutaire désignés dans le cadre des conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés, ainsi que les membres du personnel recrutés à charge de l'Ecole supérieure des Arts ou du pouvoir organisateur, à condition que ces services aient été rendus dans une fonction identique à une fonction visée à l'article 100; en ce qui concerne les 1200 premiers jours, il leur est appliqué un coefficient réducteur de 0,3; ».

**Art. 60.** A l'article 171, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les termes « 7° la révocation » sont remplacés par les termes « 7° la démission d'office »;

2° les termes suivants sont introduits : « 8° la révocation ».

**Art. 61.** L'article 184 du même décret est complété par un 5° rédigé comme suit :

« 5° les recours introduits par les membres du personnel désignés pour une durée déterminée à l'encontre d'un rapport « n'a pas satisfait ». »

**Art. 62.** L'article 229, § 2, du même décret est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Avant de proposer toute désignation à titre temporaire, le Conseil de gestion pédagogique propose d'étendre la charge de membres du personnel de l'Ecole supérieure des Arts concernée, qui en ont fait la demande dans le respect de l'article 227, alinéa 1<sup>er</sup>, et ce dans l'ordre suivant : d'abord les membres du personnel nommés à titre définitif, ensuite les membres du personnel désignés à titre temporaire pour une durée indéterminée. ».

**Art. 63.** L'article 230, § 2, du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si un même membre du personnel a été désigné en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> durant deux années académiques successives dans la même fonction et le même cours à conférer, l'Ecole supérieure des Arts ne peut pourvoir à cet emploi que dans le respect des articles 225 et 227. ».

**Art. 64.** A l'article 236 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 8 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque le rapport porte la mention « n'a pas satisfait », le membre du personnel peut, dans les cinq jours ouvrables suivant la date à laquelle le rapport lui est présenté, introduire une réclamation écrite au directeur qui la fait parvenir aussitôt à la chambre de recours. Celle-ci donne son avis dans un délai maximum d'un mois à partir de la réception de la réclamation. Le directeur prend sa décision dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la chambre de recours. La décision initiale est maintenue ou transformée. Si la décision initiale est maintenue, le Pouvoir organisateur ne peut en aucun cas reconduire la désignation. »;

2° l'article est complété par un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le modèle de rapport est fixé par la commission paritaire centrale visée à l'article 307, alinéa 1, 1<sup>o</sup>. ».

**Art. 65.** Dans l'article 255, alinéa 2, du même décret, les mots « un autre niveau d'enseignement » sont remplacés par les mots « une fonction enseignante au sein de l'enseignement ».

**Art. 66.** Dans l'article 276, alinéa 2, du même décret, les mots « dans un autre niveau d'enseignement » sont remplacés par les mots « dans un établissement d'enseignement ».

**Art. 67.** Dans l'article 278, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, il est inséré un 2<sup>o</sup>*bis* rédigé comme suit :

« 2<sup>o</sup>*bis*. Les services rendus par les membres du personnel non statutaire désignés dans le cadre des conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés, ainsi que les membres du personnel recrutés à charge de l'Ecole supérieure des Arts ou du pouvoir organisateur, à condition que ces services aient été rendus dans une fonction identique à une fonction visée à l'article 225; en ce qui concerne les 1200 premiers jours, il leur est appliqué un coefficient réducteur de 0,3; ».

**Art. 68.** L'article 301 du même décret est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° les recours introduits par les membres du personnel désignés pour une durée déterminée à l'encontre d'un rapport « n'a pas satisfait » ».

**Art. 69.** L'article 313 du même décret, est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres de son personnel relevant du présent décret. ».

**Art. 70.** Dans la Partie IV, Titre V, Chapitre II du même décret, il est inséré une section 5 comprenant un article 352*bis* rédigé comme suit :

« Section 5. — Dossier professionnel

Article 352*bis*. Le dossier professionnel du membre du personnel comprend le dossier administratif et, le cas échéant, le dossier disciplinaire.

Toute pièce versée au dossier disciplinaire doit faire l'objet d'un visa préalable du membre du personnel intéressé.

Le membre du personnel dispose d'un délai de cinq jours ouvrables pour viser la pièce versée au dossier disciplinaire, à partir du moment où la demande de visa lui a été adressée par le pouvoir organisateur.

À l'expiration du délai de cinq jours ouvrables visé à l'alinéa précédent, l'obligation visée à l'alinéa 2 est réputée remplie dès lors que le pouvoir organisateur fait la preuve que la demande de visa a été adressée au membre du personnel.

Toute procédure disciplinaire ne peut s'appuyer que sur des pièces appartenant au dossier disciplinaire.

Le dossier administratif contient exclusivement les documents relatifs aux statuts administratif et pécuniaire du membre du personnel. Ces documents proviennent d'une part de la relation entre le pouvoir organisateur et le pouvoir subsidiant et d'autre part, de la relation entre le pouvoir organisateur et le membre du personnel.

Le Gouvernement approuve les modalités de constitution du dossier et d'accès à celui-ci, fixées par la commission paritaire compétente. ».

**Art. 71.** L'article 359, § 2, du même décret est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Avant de proposer tout engagement à titre temporaire, le Conseil de gestion pédagogique propose d'étendre la charge de membres du personnel de l'Ecole supérieure des Arts concernée, qui en ont fait la demande dans le respect de l'article 357, alinéa 1<sup>er</sup>, et ce dans l'ordre suivant : d'abord les membres du personnel engagés à titre définitif, ensuite les membres du personnel engagés à titre temporaire pour une durée indéterminée. ».

**Art. 72.** L'article 360, § 2, du décret du 20 décembre 2001 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si un même membre du personnel a été engagé en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> durant deux années académiques successives dans la même fonction et le même cours à conférer, l'Ecole supérieure des Arts ne peut pourvoir à cet emploi que dans le respect des articles 355 et 357. ».

**Art. 73.** À l'article 366 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 7 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque le rapport porte la mention « n'a pas satisfait », le membre du personnel peut, dans les cinq jours ouvrables suivant la date à laquelle le rapport lui est présenté, introduire une réclamation écrite au directeur qui la fait parvenir aussitôt à la chambre de recours. Celle-ci donne son avis dans un délai maximum d'un mois à partir de la réception de la réclamation. Le directeur prend sa décision dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la chambre de recours. La décision initiale est maintenue ou transformée. Si la décision initiale est maintenue, le Pouvoir organisateur ne peut en aucun cas reconduire la désignation. »;

2° l'article est complété par un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le modèle de rapport est fixé par la commission paritaire visée à l'article 437. ».

**Art. 74.** Dans l'article 385, alinéa 2, du même décret, les mots « un autre niveau d'enseignement » sont remplacés par les mots « une fonction enseignante au sein de l'enseignement ».

**Art. 75.** Dans l'article 408, alinéa 2, du même décret, les mots « dans un autre niveau d'enseignement » sont remplacés par les mots « dans un établissement d'enseignement ».

**Art. 76.** Dans l'article 410, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, il est inséré un 2°*bis* rédigé comme suit :

« 2°*bis*. Les services rendus par les membres du personnel non statutaire engagés dans le cadre des conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés, ainsi que les membres du personnel recrutés à charge de l'Ecole supérieure des Arts ou du pouvoir organisateur, à condition que ces services aient été rendus dans une fonction identique à une fonction visée à l'article 355; en ce qui concerne les 1200 premiers jours, il leur est appliqué un coefficient réducteur de 0,3; ».

**Art. 77.** Dans l'article 430 du même décret, les mots « et les recours introduits par des membres du personnel engagés à titre temporaire pour une durée déterminée à l'encontre d'un rapport « n'a pas satisfait » sont ajoutés après les mots « telle que visée à l'article 373 » ».

CHAPITRE VI. — *Disposition finale*

**Art. 78.** Le présent décret entre en vigueur 10 jours après sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 32 et 53, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, qui produisent leurs effets pour l'année académique 2008-2009, des articles 13 à 18 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2008, des articles 8, 24, 25, 26, 27, 28, 29 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009, de l'article 37 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2009, des articles 46, 47, 48, 49, 50, 51 qui entrent en vigueur le 15 septembre 2009, des articles 33, 52 et 53, 3<sup>o</sup> qui entrent en vigueur pour l'année académique 2009-2010, des articles 10 et 11 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et de l'article 36 dont la date d'entrée en vigueur est fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 19 février 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,  
Ch. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
M. TARABELLA

## Notes

(1) *Session 2008-2009.*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 644-1. — Rapport, n° 644-2 - Amendements de séance, n° 644-3.  
*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 17 février 2009.

Annexe 1<sup>re</sup>

Cours à conférer	Titres requis
Ateliers de formation professionnelle	Un titre requis visé aux articles 6 à 8 de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignants, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements préscolaires, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, selon le niveau d'enseignement concerné
Bureautique	<p>a. le diplôme de Bachelier — AESI dans la sous-section sciences économiques et sciences économiques appliquées, ou</p> <p>b. le diplôme de Bachelier — AESI complété par le diplôme permettant d'enseigner en secrétariat-bureautique dans l'enseignement secondaire et en bureautique dans l'enseignement supérieur de type court délivré par le jury institué par le Gouvernement, ou</p> <p>c. le diplôme de Bachelier — Instituteur(trice) primaire complété par le diplôme susvisé, ou</p> <p>d. le diplôme de cours techniques supérieurs du premier degré (Secrétariat ou commerce), complété par le diplôme susvisé, ou</p> <p>e. le diplôme de Bachelier en secrétariat de direction</p>
Coupe et couture	<p>a. le diplôme de Bachelier — AESI dans la sous-section habillement, ou</p> <p>b. le diplôme de Bachelier en textile</p>
Pratique en diététique	le diplôme de Bachelier en diététique
Economie domestique	le diplôme de Bachelier — AESI dans la sous-section économie familiale et sociale

Cours à conférer	Titres requis
Pratique de l'accompagnement psycho-éducatif	le diplôme de Bachelier — Educateur(trice) spécialisé(e) en accompagnement psycho-éducatif.
Pratique des activités socio sportives	le diplôme de Bachelier — Educateur(trice) spécialisé(e) en activités socio sportives
Pratique en art, culture et techniques artistiques	<i>a.</i> un diplôme de Bachelier de l'enseignement supérieur artistique de type court, ou <i>b.</i> un diplôme de Bachelier de la catégorie arts appliqués, ou <i>c.</i> un diplôme de Bachelier-Agrégé(e) de l'enseignement secondaire inférieur dans la sous-section Arts plastiques.
Pratique en art, culture et techniques artistiques dans une spécificité à préciser	Un ou des titre(s) en relation avec la spécificité visée que la Haute Ecole choisit parmi la liste ci-dessous <i>a.</i> un diplôme de Bachelier de l'enseignement supérieur artistique de type court, ou <i>b.</i> un diplôme de Bachelier de la catégorie arts appliqués, ou <i>c.</i> le diplôme de Bachelier en techniques graphiques <i>d.</i> le diplôme de Bachelier en techniques de l'image
Pratique en audiologie	<i>a.</i> le diplôme de Bachelier en audiologie, ou <i>b.</i> le diplôme de Bachelier en logopédie
Pratique en communication	<i>a.</i> le diplôme de Bachelier en communication, ou <i>b.</i> le diplôme de Bachelier en techniques de l'image, ou <i>c.</i> le diplôme de Bachelier en techniques graphiques <i>d.</i> le diplôme de Bachelier en écritures multimédia
Pratique en ergothérapie	le diplôme de Bachelier en ergothérapie
Pratique en gestion des ressources humaines	<i>a.</i> le diplôme de Bachelier en gestion des ressources humaines, ou <i>b.</i> le diplôme de Bachelier - Conseiller social
Pratique en gestion hôtelière	le diplôme de Bachelier en gestion hôtelière
Pratique en logopédie	le diplôme de Bachelier en logopédie
Pratique en obstétrique	le diplôme de Bachelier - Sage-femme
Pratique en podologie-podothérapie	le diplôme de Bachelier en podologie - podothérapie
Pratique en psychologie	le diplôme de Bachelier-Assistant(e) en psychologie
Pratique en technologie en imagerie médicale	le diplôme de Bachelier - Technologue en imagerie médicale
Pratique en service social	<i>a.</i> le diplôme de bachelier-Assistant(e) social(e), ou <i>b.</i> le diplôme de bachelier-Conseiller(e) social(e)
Pratique en soins infirmiers	le diplôme de Bachelier en soins infirmiers
Travaux pratiques en architecture des jardins et du paysage	le diplôme de Bachelier en architecture des jardins et du paysage
Travaux pratiques en bibliothéconomie	<i>a.</i> le diplôme de Bachelier - Bibliothécaire - Documentaliste, ou <i>b.</i> un diplôme de Bachelier complété par le certificat d'aptitude à tenir une bibliothèque publique, ou <i>c.</i> un diplôme de Bachelier complété par le brevet à tenir une bibliothèque publique
Travaux pratiques en construction	le diplôme de Bachelier en construction
Travaux pratiques en électronique	<i>a.</i> le diplôme de Bachelier en électronique, ou <i>b.</i> le diplôme de Bachelier en informatique et systèmes
Travaux pratiques en informatique	<i>a.</i> le diplôme de Bachelier en informatique et systèmes, ou <i>b.</i> le diplôme de Bachelier en informatique de gestion
Travaux pratiques en mécanique, moteurs thermiques et expertise automobile	<i>a.</i> le diplôme de Bachelier en électromécanique, ou <i>b.</i> le diplôme de Bachelier en automobile

Cours à conférer	Titres requis
Travaux pratiques en menuiserie	<i>a.</i> un titre du niveau supérieur du deuxième degré, ou <i>b.</i> le diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du premier degré
Travaux pratiques en techniques graphiques et infographiques	le diplôme de Bachelier en techniques graphiques
Autres cours à conférer	un titre de niveau supérieur du premier degré
Expertise particulière en (à préciser)	la notoriété professionnelle reconnue par le Gouvernement, en relation avec l'expertise particulière visée

Vu pour être annexé au décret du 19 février 2009 portant diverses mesures, notamment en matière de statuts et de titres pour les membres des personnels de l'Enseignement supérieur et créant des Conseils des étudiants au sein des Instituts supérieurs d'Architecture.

Bruxelles, le 19 février 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-Présidente, Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Annexe 2

Cours à conférer	Titres requis
Agronomie	<i>a.</i> le diplôme de Médecin vétérinaire, ou <i>b.</i> le diplôme de Master bio ingénieur, ou <i>c.</i> le diplôme de Master en sciences de l'ingénieur industriel en agronomie, ou <i>d.</i> le diplôme de Master en sciences agronomiques
Architecture des jardins et/ou du paysage	<i>a.</i> le diplôme de Master en architecture, ou <i>b.</i> le diplôme de Master ingénieur civil architecte, ou <i>c.</i> le diplôme de Master architecte paysagiste, ou <i>d.</i> le diplôme de Master en sciences de l'ingénieur industriel en agronomie - finalité horticulture, ou <i>e.</i> le diplôme de Master bio ingénieur : sciences agronomiques
Art, culture et techniques artistiques	<i>a.</i> un diplôme de Master de l'enseignement supérieur artistique, ou <i>b.</i> un diplôme de Master en architecture, ou artistiques <i>c.</i> le diplôme de Master en arts du spectacle, ou <i>d.</i> le diplôme de Master en gestion culturelle
Art, culture et techniques artistiques dans une spécificité à préciser	Un ou des titre(s) en relation avec la spécificité visée que la Haute Ecole choisit parmi la liste ci-dessous : <i>a.</i> un diplôme de Master de l'enseignement supérieur artistique avec une option en rapport avec la spécificité visée, ou <i>b.</i> un diplôme de Master en architecture, ou <i>c.</i> le diplôme de Master en arts du spectacle, ou <i>d.</i> le diplôme de Master en gestion culturelle, ou <i>e.</i> s'il n'existe pas de titre visé aux points précédents, le diplôme de Bachelier en techniques de l'image ou le diplôme de Bachelier en techniques graphiques
Audiologie	<i>a.</i> le diplôme de Master en logopédie, ou <i>b.</i> le diplôme de Bachelier en audiologie complété par le Master en sciences de la santé publique
Bandagisterie, orthésologie, prothésologie	le diplôme de Bachelier en bandagisterie-orthésologie-prothésologie complété par le Master en sciences de la santé publique
Bibliothéconomie	<i>a.</i> un diplôme de Master complété par le certificat d'aptitude à tenir une bibliothèque publique, ou <i>b.</i> un diplôme de Master complété par le brevet à tenir une bibliothèque publique, ou <i>c.</i> un diplôme de Master complété par le diplôme de Bachelier - Bibliothécaire - Documentaliste, ou <i>d.</i> le diplôme de Master en sciences et technologies de l'information et de la documentation

Cours à conférer	Titres requis
Biochimie	<p><i>a.</i> le diplôme de Médecin, ou  <i>b.</i> le diplôme de Médecin vétérinaire, ou  <i>c.</i> le diplôme de Master en sciences pharmaceutiques, ou  <i>d.</i> le diplôme de Master bio ingénieur, ou  <i>e.</i> le diplôme de Master en biochimie et biologie moléculaire et cellulaire, ou  <i>f.</i> le diplôme de Master en sciences chimiques, ou  <i>g.</i> le diplôme de Master en sciences biomédicales, ou  <i>h.</i> le diplôme de Master en sciences de l'ingénieur industriel en agronomie, ou  <i>i.</i> le diplôme de Master en sciences de l'ingénieur industriel - finalités chimie ou biochimie, ou  <i>j.</i> le diplôme de Master en sciences agronomiques, ou  <i>k.</i> le diplôme de Master en sciences industrielles - finalités chimie ou biochimie</p>
Biologie	<p><i>a.</i> le diplôme de Médecin, ou  <i>b.</i> le diplôme de Médecin vétérinaire, ou  <i>c.</i> le diplôme de Master en sciences pharmaceutiques; ou  <i>d.</i> le diplôme de Master en sciences biologiques, ou  <i>e.</i> le diplôme de Master en biochimie et biologie moléculaire et cellulaire, ou  <i>f.</i> le diplôme de Master en biologie des organismes et écologie, ou  <i>g.</i> le diplôme de Master en bioinformatique et modélisation, ou  <i>h.</i> le diplôme de Master bio ingénieur, ou  <i>i.</i> le diplôme de Master ingénieur civil biomédical, ou  <i>j.</i> le diplôme de Master en sciences de l'ingénieur industriel - finalité biochimie, ou  <i>k.</i> le diplôme de Master en sciences de l'ingénieur industriel en agronomie, ou  <i>l.</i> le diplôme de Master en sciences industrielles - finalité biochimie, ou  <i>m.</i> le diplôme de Master en sciences agronomiques</p>
Chimie	<p><i>a.</i> le diplôme de Médecin, ou  <i>b.</i> le diplôme de Médecin vétérinaire, ou  <i>c.</i> le diplôme de Master en sciences pharmaceutiques, ou  <i>d.</i> le diplôme de Master ingénieur civil en chimie et sciences des matériaux, ou  <i>e.</i> le diplôme de Master ingénieur civil biomédical, ou  <i>f.</i> le diplôme de Master bio ingénieur : chimie et bio-industries, ou  <i>g.</i> le diplôme de Master en sciences chimiques, ou  <i>h.</i> le diplôme de Master en biochimie et biologie moléculaire et cellulaire, ou  <i>i.</i> le diplôme de Master en sciences de l'ingénieur industriel - finalités chimie, biochimie, emballage et conditionnement, industrie, ou  <i>j.</i> le diplôme de Master en sciences de l'ingénieur industriel en agronomie, ou  <i>k.</i> le diplôme de Master en sciences industrielles - finalités chimie, biochimie, emballage et conditionnement, industrie, ou  <i>l.</i> le diplôme de Master en sciences agronomiques</p>
Communication	<p><i>a.</i> le diplôme de Master en information et communication, ou  <i>b.</i> le diplôme de Master en linguistique, ou  <i>c.</i> le diplôme de Master en sciences et technologies de l'information et de la communication  <i>d.</i> le diplôme de Master en communication appliquée spécialisée, ou  <i>e.</i> le diplôme de Master en presse et information spécialisée, ou  <i>f.</i> Le diplôme de Master en communication appliquée, ou  <i>g.</i> le diplôme de Master en presse et information, ou  <i>h.</i> le diplôme de Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication</p>
Construction	<p><i>a.</i> le diplôme de Master ingénieur civil des constructions, ou  <i>b.</i> Le diplôme de Master ingénieur civil des mines et géologue, ou  <i>c.</i> le diplôme de Master ingénieur civil architecte, ou  <i>d.</i> le diplôme de Master en architecture, ou  <i>e.</i> le diplôme de Master en sciences de l'ingénieur industriel - finalités construction, géomètre, industrie, ou  <i>f.</i> le diplôme de Master en sciences industrielles - finalités construction, géomètre, industrie</p>
Dessin et éducation plastique	le diplôme de Master en arts plastiques, visuels et de l'espace
Diététique	<p><i>a.</i> le diplôme de Master en sciences biomédicales, ou  <i>b.</i> le diplôme de Bachelier en diététique complété par le diplôme de Master en sciences de la santé publique</p>
Droit	<p><i>a.</i> le diplôme de Master en droit, ou  <i>b.</i> le diplôme de Master en criminologie, ou  <i>c.</i> le diplôme de Master en administration publique, ou  <i>d.</i> le diplôme de Master en gestion publique, ou  <i>e.</i> le diplôme de Master en sciences administratives</p>
Education physique	le diplôme de Master en sciences de la motricité

Cours à conférer	Titres requis
Electricité, électronique, informatique industrielle, télécommunications	<p><i>a.</i> le diplôme de Master ingénieur civil physicien, ou  <i>b.</i> le diplôme de Master ingénieur civil électricien, ou  <i>c.</i> le diplôme de Master ingénieur civil en informatique, ou  <i>d.</i> le diplôme de Master ingénieur civil électromécanicien, ou  <i>e.</i> le diplôme de Master en sciences physiques, ou  <i>f.</i> le diplôme de Master en sciences spatiales, ou  <i>g.</i> le diplôme de Master en sciences de l'ingénieur industriel - finalités Automatisation, Electricité, Electromécanique, Electronique, Industrie, Informatique, ou  <i>h.</i> le diplôme de Master en sciences industrielles - finalités Automatisation, Electricité, Electromécanique, Electronique, Industrie, Informatique</p>
Electromécanique, mécanique, énergie	<p><i>a.</i> le diplôme de Master ingénieur civil physicien, ou  <i>b.</i> le diplôme de Master ingénieur civil électromécanicien, ou  <i>c.</i> le diplôme de Master ingénieur civil mécanicien, ou  <i>d.</i> le diplôme de Master en sciences de l'ingénieur industriel - finalités Automatisation, Electromécanique, Génies physique et nucléaire, Industrie, Mécanique, ou  <i>e.</i> le diplôme de Master en sciences industrielles - finalités Automatisation, Electromécanique, Génies physique et nucléaire, Industrie, Mécanique, ou  <i>f.</i> le diplôme de Master en sciences physiques</p>
Ergothérapie	<p><i>a.</i> le diplôme de Bachelier en ergothérapie complété par le diplôme de Master en sciences de la santé publique, ou  <i>b.</i> le diplôme de Bachelier en ergothérapie complété par le diplôme de Master en sciences du travail</p>
Géographie	<p><i>a.</i> le diplôme de Master en sciences géographiques, ou  <i>b.</i> le diplôme de Master en sciences géologiques</p>
Histoire	le diplôme de Master en histoire
Histoire de l'art	le diplôme de Master en histoire de l'art et archéologie
Informatique de gestion	<p><i>a.</i> le diplôme de Master en sciences informatiques, ou  <i>b.</i> le diplôme de Master en sciences et technologies de l'information et de la communication, ou  <i>c.</i> le diplôme de Master en information et communication, ou  <i>d.</i> le diplôme de Master ingénieur civil, ou  <i>e.</i> le diplôme de Master en sciences économiques, ou  <i>f.</i> le diplôme de Master en sciences de gestion, ou  <i>g.</i> le diplôme de Master en sciences mathématiques, ou  <i>h.</i> le diplôme de Master en statistiques, ou  <i>i.</i> le diplôme de Master en sciences actuarielles, ou  <i>j.</i> le diplôme de Master en sciences physiques, ou  <i>k.</i> le diplôme de Master en sciences spatiales; ou  <i>l.</i> le diplôme de Master en sciences de l'ingénieur industriel, ou  <i>m.</i> le diplôme de Master en sciences de l'ingénieur industriel en agronomie, ou  <i>n.</i> le diplôme de Master en sciences industrielles, ou  <i>o.</i> le diplôme de Master en sciences agronomiques, ou  <i>p.</i> le diplôme de Master ingénieur de gestion; ou  <i>q.</i> le diplôme de Master - ingénieur commercial; ou  <i>r.</i> le diplôme de Master en gestion de l'entreprise; ou  <i>s.</i> le diplôme de Master en sciences commerciales</p>
Interprétation (avec mention de la langue concernée)	le diplôme de Master en interprétation
Kinésithérapie	<p><i>a.</i> le diplôme de Master en kinésithérapie et réadaptation, ou  <i>b.</i> le diplôme de Master en kinésithérapie</p>
Langue française	<p><i>a.</i> le diplôme de Master en langues et littératures françaises et romanes, ou  <i>b.</i> le diplôme de Master en langues et littératures françaises et romanes, or. français langue étrangère, ou  <i>c.</i> le diplôme de Master en langues et littératures anciennes, or. classiques</p>
Langue(s) étrangère(s) [avec mention de la (des) langue(s) étrangère(s)]	<p><i>a.</i> le diplôme de Master en langues et littératures modernes, ou  <i>b.</i> le diplôme de Master en langues et littératures modernes, or. germaniques, ou  <i>c.</i> le diplôme de Master en langues et littératures modernes, or. slaves, ou  <i>d.</i> le diplôme de Master en langues et littératures modernes, or. orientales, ou  <i>e.</i> le diplôme de Master en langues et littératures françaises et romanes, ou  <i>f.</i> le diplôme de Master en langues et littératures françaises et romanes, or. français langue étrangère, ou  <i>g.</i> le diplôme de Master en traduction, ou  <i>h.</i> le diplôme de Master en interprétation, ou  <i>i.</i> le diplôme de Master en linguistique</p>
Langues anciennes	le diplôme de Master en langues et littératures anciennes, or. classiques

Cours à conférer	Titres requis
Logopédie	le diplôme de Master en logopédie
Morale	<i>a.</i> le diplôme de Master en philosophie délivré par un établissement Morale d'enseignement non confessionnel, ou <i>b.</i> le diplôme de Master en sciences des religions et de la laïcité
Musique et éducation musicale	le diplôme de Master en musique
Obstétrique	<i>a.</i> le diplôme de Bachelier - Sage-femme complété par le Master en sciences de la santé publique, ou <i>b.</i> le diplôme de Bachelier - Sage-femme complété par le Master en sciences de la famille et de la sexualité
Pédagogie et méthodologie	le diplôme de Master en sciences de l'éducation
Philosophie	<i>a.</i> le diplôme de Master en philosophie, ou Philosophie <i>b.</i> le diplôme de Master en éthique
Physique	<i>a.</i> le diplôme de Master ingénieur civil (toutes spécialités), ou <i>b.</i> le diplôme de Master en sciences physiques, ou <i>c.</i> le diplôme de Master en sciences spatiales, ou <i>d.</i> le diplôme de Master en sciences mathématiques, ou <i>e.</i> le diplôme de Master en statistiques, ou <i>f.</i> le diplôme de Master en sciences actuarielles, ou <i>g.</i> le diplôme de Master en sciences de l'ingénieur industriel, ou <i>h.</i> le diplôme de Master en sciences de l'ingénieur industriel en agronomie, ou <i>i.</i> le diplôme de Master en sciences industrielles, ou <i>j.</i> le diplôme de Master en sciences agronomiques
Psychologie	<i>a.</i> le diplôme de Master en sciences psychologiques, ou <i>b.</i> le diplôme de Master en sciences de l'éducation, ou <i>c.</i> le diplôme de Master en sciences de la famille et de la sexualité
Sciences biomédicales	<i>a.</i> le diplôme de Master en sciences biomédicales, ou <i>b.</i> le diplôme de Master en sciences pharmaceutiques, ou <i>c.</i> le diplôme de Médecin, ou <i>d.</i> le diplôme de Master en kinésithérapie, ou <i>e.</i> le diplôme de Master en kinésithérapie et réadaptation, ou <i>f.</i> le diplôme de Bachelier en soins infirmiers complété par le Master en science de la santé publique, ou <i>g.</i> le diplôme de Master en sciences de la motricité
Sciences économiques	<i>a.</i> le diplôme de Master en sciences économiques, ou <i>b.</i> le diplôme de Master en sciences de gestion, ou <i>c.</i> le diplôme de Master - Ingénieur commercial, ou <i>d.</i> le diplôme de Master Ingénieur de gestion, ou <i>e.</i> le diplôme de Master en administration publique, ou <i>f.</i> le diplôme de Master en gestion de l'entreprise, ou <i>g.</i> le diplôme de Master en sciences commerciales, ou <i>h.</i> le diplôme de Master en gestion publique, ou <i>i.</i> le diplôme de Master en sciences administratives
Sciences mathématiques	<i>a.</i> le diplôme de Master ingénieur civil (toutes spécialités), ou <i>b.</i> le diplôme de Master en sciences mathématiques, ou <i>c.</i> le diplôme de Master en statistiques, ou <i>d.</i> le diplôme de Master en sciences actuarielles, ou <i>e.</i> le diplôme de Master en sciences physiques, ou <i>f.</i> le diplôme de Master en sciences spatiales, ou <i>g.</i> le diplôme de Master en sciences de l'ingénieur industriel, ou <i>h.</i> le diplôme de Master en sciences de l'ingénieur industriel en agronomie, ou <i>i.</i> le diplôme de Master en sciences industrielles, ou <i>j.</i> le diplôme de Master en sciences agronomiques
Sciences politiques	<i>a.</i> le diplôme de Master en sciences politiques, ou <i>b.</i> le diplôme de Master en administration publique, ou Sciences politiques <i>c.</i> le diplôme de Master en gestion publique, ou <i>d.</i> le diplôme de Master en sciences administratives, ou <i>e.</i> le diplôme de Master en études européennes
Sciences religieuses	<i>a.</i> le diplôme de Master en philosophie délivré par un établissement d'enseignement confessionnel, ou <i>b.</i> le diplôme de Master en théologie, ou <i>c.</i> le diplôme de Master en études bibliques

Cours à conférer	Titres requis
Sciences sociales	<p><i>a.</i> le diplôme de Master en sociologie, ou  <i>b.</i> le diplôme de Master en anthropologie, ou  <i>c.</i> le diplôme de Master en sciences et technologies de l'information et de la communication, ou  <i>d.</i> le diplôme de Master en sciences du travail, ou  <i>e.</i> le diplôme de Master en politique économique et sociale, ou  <i>f.</i> le diplôme de Master en information et communication, ou  <i>g.</i> le diplôme de Master en sociologie, ou  <i>h.</i> le diplôme de Master en communication appliquée spécialisée, ou  <i>i.</i> le diplôme de Master en communication appliquée, ou  <i>j.</i> le diplôme de Master en sciences politiques, ou  <i>k.</i> le diplôme de Master en presse et information spécialisée, ou  <i>l.</i> le diplôme de Master en presse et information, ou  <i>m.</i> le diplôme de Master en gestion des ressources humaines, ou  <i>n.</i> le diplôme de Master en sciences de la population et du développement</p>
Sciences technologiques	<p><i>a.</i> le diplôme de Master ingénieur civil (toutes spécialités), ou  <i>b.</i> le diplôme de Master bio ingénieur (toutes spécialités), ou  <i>c.</i> le diplôme de Master en sciences de l'ingénieur industriel, ou  <i>d.</i> le diplôme de Master en sciences de l'ingénieur industriel en agronomie, ou  <i>e.</i> le diplôme de Master en sciences industrielles, ou  <i>f.</i> le diplôme de Master en sciences agronomiques</p>
Service social	le diplôme de bachelier - Assistant social complété par un Master de la liste prévue pour le cours à conférer "Sciences sociales"
Sociologie	<p><i>a.</i> le diplôme de Master en sociologie, ou  <i>b.</i> le diplôme de Master en anthropologie</p>
Soins infirmiers	<p><i>a.</i> le diplôme de Bachelier en soins infirmiers complété par le Master en sciences de la santé publique, ou  <i>b.</i> le diplôme de Bachelier en soins infirmiers complété par le Master en sciences de la famille et de la sexualité</p>
Techniques de développements en informatique	<p><i>a.</i> le diplôme de Master ingénieur civil en informatique, ou  <i>b.</i> le diplôme de Master ingénieur civil en informatique de gestion, ou  <i>c.</i> le diplôme de Master en sciences de l'ingénieur industriel - finalités électronique ou informatique, ou  <i>d.</i> le diplôme de Master en sciences industrielles - finalités électronique ou informatique, ou  <i>e.</i> le diplôme de Master en sciences informatiques, ou  <i>f.</i> le diplôme de Master en sciences physiques, ou  <i>g.</i> le diplôme de Master en sciences mathématiques</p>
Techniques graphiques et infographiques	<p><i>a.</i> le diplôme de Master en architecture, ou  <i>b.</i> le diplôme de Master ingénieur civil architecte, ou  <i>c.</i> le diplôme de Master ingénieur civil en informatique, ou  <i>d.</i> le diplôme de Master en sciences de l'ingénieur industriel - finalité informatique, ou  <i>e.</i> le diplôme de Master en sciences informatiques, ou  <i>f.</i> le diplôme de Master en sciences et technologies de l'information et de la communication, ou  <i>g.</i> le diplôme de Master en information et communication, ou  <i>h.</i> le diplôme de Master en arts plastiques, visuels et de l'espace, ou  <i>i.</i> le diplôme de Master en sciences industrielles - finalité informatique</p>
Technologie en imagerie médicale	Le diplôme de Bachelier - Technologue en imagerie médicale, complété par le Master en sciences de la santé publique
Textile, emballage et conditionnement	<p><i>a.</i> le diplôme de Master ingénieur civil en chimie et science des matériaux, ou  <i>b.</i> le diplôme de Master en sciences chimiques, ou  <i>c.</i> le diplôme de Master en sciences de l'ingénieur industriel - finalité chimie, emballage et conditionnement, textile, ou  <i>d.</i> le diplôme de Master en sciences industrielles - finalités chimie, emballage et conditionnement, textile</p>
Tourisme	le diplôme de Master en sciences et gestion du tourisme

Cours à conférer	Titres requis
Traduction (avec mention de la langue concernée)	le diplôme de Master en traduction
Expertise particulière en (préciser)	la notoriété professionnelle reconnue par le Gouvernement, en relation avec l'expertise particulière visée
Autres cours à conférer	<i>a.</i> un titre du niveau supérieur du troisième degré, ou <i>b.</i> pour les cours à conférer pour lesquels il n'existe pas de formation dans une institution universitaire, une Haute École ou un établissement d'enseignement supérieur de type long : — un titre du niveau supérieur du deuxième degré — un titre du niveau supérieur du premier degré

Vu pour être annexé au décret du 19 février 2009 portant diverses mesures, notamment en matière de statuts et de titres pour les membres des personnels de l'Enseignement supérieur et créant des Conseils des étudiants au sein des Instituts supérieurs d'Architecture.

Bruxelles, le 19 février 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-Présidente, Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 1717

[C - 2009/29272]

**19 FEBRUARI 2009. — Decreet houdende diverse maatregelen, inzonderheid inzake de statuten en de bekwaamheidsbewijzen voor de personeelsleden van het hoger onderwijs en houdende oprichting van de studentenraden binnen de Hogere Instituten voor Architectuur (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

*HOOFDSTUK I. — Bepalingen betreffende de Hogescholen*

*Afdeling I. — Wijzigingen aan het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen*

**Artikel 1.** In artikel 31, tweede lid, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, worden de woorden « van het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap » vervangen door de woorden « van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap ».

**Art. 2.** In artikel 61, § 1, eerste lid van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 30 juni 2006, worden de woorden « of van aangrenzende zones » ingevoegd tussen de woorden « éénzelfde zone » en het woord « mogen ».

**Art. 3.** In artikel 66 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 9 september 1996, 8 februari 1999, 31 mei 1999 en 30 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid wordt een punt 4°*bis*, luidend als volgt, ingevoegd tussen het 4° en het 5° : « 4°*bis* een vertegenwoordiger van het vastbenoemde administratief personeel, gekozen door het betrokken personeel onder zijn leden »;

2° Het vierde lid wordt vervangen als volgt : « De duur van het mandaat van de leden bedoeld bij het 4° en het 4°*bis* bedraagt vijf jaar met uitzondering van het mandaat toegekend voor de eerste keer aan een vertegenwoordiger van het vastbenoemde administratief personeel, dat een einde neemt tegelijkertijd als dat van de leden bedoeld bij het 3°, 4°, 5° en 6°. ».

**Art. 4.** In artikel 67, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 30 juni 2006, worden de woorden « een lijst van drie door alle personeelsleden voorgedragen kandidaten » vervangen door de woorden « een lijst van drie kandidaten die door leden uit alle personeelscategorieën gekozen worden ».

**Art. 5.** In artikel 70, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 30 juni 2006, worden de woorden « een lijst van drie door alle personeelsleden voorgedragen kandidaten » vervangen door de woorden « een lijst van drie kandidaten die door leden uit alle personeelscategorieën gekozen worden ».

**Art. 6.** Artikel 91, vierde lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

- « 6° een uiteenzetting over het beleid gevolgd door de Sociale Raad bij het aanwenden van de sociale subsidies;
- 7° de criteria voor de toekenning van financiële steun ten behoeve van studenten;
- 8° de beschrijving van de juridische, oriëntatie- en plaatsingsdiensten voor de studentenjobs, verricht in het kader van de aanwending van sociale subsidies;
- 9° de mogelijke medewerking met andere Hogescholen of universitaire instellingen inzake sociale diensten. ».

*Afdeling II. — Wijziging van het decreet van 9 september 1996  
betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen*

**Art. 7.** In artikel 8, § 1, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, zoals gewijzigd bij de decreten van 17 juli 1998, 28 oktober 1999, 31 maart 2004 en 18 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Onder punt 6°, worden de woorden « voor de eerste keer » geschrapt;

2° § 1 wordt met een lid aangevuld, luidend als volgt :

« Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, 2°, 3° en 3°bis wordt verstaan onder regelmatig ingeschreven student, de student die niet geslaagd is voor een vergelijkend examen of enige proef die de toegang verleent tot hogere studies in België (of ze te voltooien) of in het buitenland na een voorbereidend of algemeen studiejaar in het hoger onderwijs dat tot dit vergelijkend examen of deze proef leidt, waarbij de student die zich niet aanmeldt voor het vergelijkend examen of deze proef, of die het (ze) niet aflegt, als niet geslaagd zijnde wordt beschouwd. ».

**Art. 8.** In artikel 10, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 11 januari 2008, 9 mei 2008 en 18 juli 2008, wordt het bedrag « 270.153.009 » vervangen door het bedrag « 280.154.558 ».

**Art. 9.** In artikel 14, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 21 december 2004, 30 juni 2006 en 11 januari 2008, worden twee leden, opgesteld als volgt, ingevoegd tussen de leden 5 en 6 :

« Vanaf het begrotingsjaar 2009, wordt toegevoegd aan het forfaitaire deel van iedere Hogeschool een forfaitair bedrag van 5.000,00 euro voor zover de Hogeschool ten belope van een deel van een opdracht van minstens 1/10 van een voltijds equivalent personeel bestemd voor de begeleiding van kandidaten voor het Getuigschrift van pedagogische bekwaamheid aangepast voor het hoger onderwijs.

Vanaf het begrotingsjaar 2009 en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, wordt toegevoegd aan het forfaitaire deel van iedere Hogeschool een forfaitair bedrag van 25.000,00 euro voor zover de Hogeschool tijdens het betrokken jaar een FIRST HE project toegekend wordt, gefinancierd door het Waalse Gewest, of een SPIN-OFF IN BRUSSELS project gefinancierd door het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en dit bedrag bestemt ten belope van een deel van opdracht van een voltijds equivalent voor het vervangen, in haar cursusopdracht, van het personeelslid dat aangewezen wordt als promotor van het onderzoeksproject. ».

**Art. 10.** In Hoofdstuk III, Afdeling 1, wordt het opschrift van Onderafdeling 1 « Ontvangsten voortspruitend uit het door de Hogescholen verstrekte onderwijs » vervangen door het volgende opschrift : « Ontvangsten voortspruitend uit het door de Hogescholen verstrekte onderwijs en van de betaling van het inschrijvingsgeld voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap. ».

**Art. 11.** In hetzelfde decreet, in Hoofdstuk III, Afdeling I, Onderafdeling 1, wordt een artikel 22bis, luidend als volgt, ingevoegd : « Artikel 22bis. Het product van het inschrijvingsgeld voor de examencommissie van het niet-universitaire hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap ingesteld bij de zetel van iedere Hogeschool blijft verworven voor ieder van ze en wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van de globale toelage bedoeld bij hoofdstuk II van dit decreet. ».

**Art. 12.** In artikel 35, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt het 3° vervangen door hetgeen volgt :

« 3° houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot de betrekkingen van niveau 1 van de rijksambtenaren of een beroepservaring van vijf jaar genieten in verband met de materies behandeld door de commissarissen in hun ambt. ».

*HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende de Universiteiten*

*Afdeling I. — Wijziging van de wet van 28 april 1953  
betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat*

**Art. 13.** Artikel 36 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, vervangen door het decreet van 27 december 1993 en gewijzigd bij de decreten van 31 maart 2004, 4 mei 2005, 25 mei 2007 en 9 mei 2008, wordt aangevuld door een streepje, luidend als volgt :

« — vanaf 1 december 2008, een aanvangswedde van 34.317,41 euro, die opeenvolgend om de drie jaar tot 36.769,81 euro, 39.222,21 euro, 41.674,61 euro, 44.127,01 euro, 46.579,41 euro, 49.031,81 euro, 51.484,21 euro en 53.936,61 euro vermeerderd wordt. ».

**Art. 14.** Artikel 37, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 27 december 1993 en gewijzigd bij de decreten van 4 mei 2005, 25 mei 2007 en 9 mei 2008, wordt met een streepje, opgesteld als volgt, aangevuld :

« — vanaf 1 december 2008, een forfaitaire wedde, berekend op basis van 4.289,69 euro per jaarlijks wekelijks uur van een inrichting bedoeld in het programma bepaald door de raad van bestuur, zonder dat ze minder dan 2.144,85 euro en meer dan 34.314,48 euro zouden kunnen krijgen. ».

**Art. 15.** Artikel 38 van dezelfde wet, vervangen door het decreet van 27 december 1993 en gewijzigd bij de decreten van 31 maart 2004, 4 mei 2005, 25 mei 2007 en 9 mei 2008, wordt aangevuld door een streepje, luidend als volgt :

« — vanaf 1 december 2008, een aanvangswedde van 40.188,40 euro, die opeenvolgend om de drie jaar tot 43.718,33 euro, 47.248,26 euro, 50.778,19 euro, 54.308,12 euro, 57.838,05 euro en 61.367,98 euro vermeerderd wordt. ».

**Art. 16.** Artikel 39 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 27 december 1993 en gewijzigd bij de decreten van 4 mei 2005, 25 mei 2007 en 9 mei 2008, wordt met een streepje, opgesteld als volgt, aangevuld :

« — vanaf 1 december 2008, een forfaitaire wedde, berekend op basis van 4.686,08 euro per jaarlijks wekelijks uur van een inrichting bedoeld in het programma bepaald door de raad van bestuur, zonder dat ze meer dan 37.488,60 euro zouden kunnen krijgen. ».

**Art. 17.** Artikel 39bis van dezelfde wet, vervangen door het decreet van 27 december 1993 en gewijzigd bij de decreten van 4 mei 2005, 25 mei 2007 en 9 mei 2008, wordt aangevuld door een streepje, luidend als volgt :

« — vanaf 1 december 2008, een aanvangswedde van 45.018,86 euro, die opeenvolgend om de drie jaar tot 49.774,97 euro, 54.531,08 euro, 59.287,18 euro, 64.043,30 euro en 68.799,41 euro vermeerderd wordt. ».

**Art. 18.** Artikel 39ter, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 27 december 1993 en gewijzigd bij de decreten van 4 mei 2005, 25 mei 2007 en 9 mei 2008, wordt met een streepje, opgesteld als volgt, aangevuld :

« — vanaf 1 december 2008, een forfaitaire wedde, berekend op basis van 5.089,85 euro per jaarlijks wekelijks uur van een inrichting bedoeld in het programma bepaald door de raad van bestuur, zonder dat ze meer dan 40.718,76 euro zouden kunnen krijgen. ».

**Art. 19.** In artikel 49quinquies van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 31 maart 2004, worden de woorden « het ontslag van ambtswege » ingevoegd tussen de woorden « de schorsing » en de woorden « de afzetting ».

**Art. 20.** In hoofdstuk III, in de afdeling 7, van dezelfde wet, worden de artikelen 49novies en 49decies ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 49novies. De schorsing bij ordemaatregel gedurende de periode van de tuchtvervolgingen en tot de eindbeslissing heeft geen impact op de wedde van de betrokken persoon.

Artikel 49decies. § 1. De doorhaling van tuchtstraffen gebeurt van ambtswege na een periode waarvan de duur bepaald is op :

- één jaar voor de terechtwijzing;
- drie jaar voor de weddevermindering en de schorsing.

Deze termijn neemt zijn aanvang op de datum waarop de straf uitgesproken werd. Deze doorhaling kan enkel gebeuren als geen andere straf voor deze periode uitgesproken werd.

§ 2. Onverminderd de uitvoering van de straf, heeft de doorhaling tot gevolg dat genoemde straf niet meer in aanmerking kan worden genomen. ».

*Afdeling II.* — Wijziging van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten

**Art. 21.** In artikel 85 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, wordt een paragraaf 1bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1bis. Het programma bedoeld bij paragraaf 1 wordt opgesteld overeenkomstig de algemene voorwaarden bepaald door de academische overheid. Deze algemene voorwaarden zijn echter niet van toepassing op de studenten van wie de hoedanigheid van hoog niveau of van sportbelofte erkend is overeenkomstig hoofdstuk III van het decreet van 8 november 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap. ».

**Art. 22.** In Bijlage 1 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 16 juni 2006, 25 mei 2007 en 13 december 2007, onder « 2° Theologie », wordt de regel :

TAB. 1 — : theologie

Theologie		B	M	M
-----------	--	---	---	---

vervangen door de regels :

TAB. 2 — : Godsdienstige wetenschappen en theologie

Godsdienstige wetenschappen		B		
Theologie			M	M

**Art. 23.** In Bijlage III van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 16 juni 2006, 20 juli 2006, 25 mei 2007 en 18 juli 2008, onder « 2° Theologie », wordt de regel :

TAB. 3 — : theologie

Theologie	1+2		1			
-----------	-----	--	---	--	--	--

vervangen door de regels :

TAB. 4 — : Godsdienstige wetenschappen en theologie

Godsdienstige wetenschappen	1		1			
Theologie	2		1			

Wijziging van het decreet van 20 juli 2006 houdende verschillende maatregelen inzake leerplichtonderwijs, hoger onderwijs, cultuur en permanente opvoeding

**Art. 24.** Artikel 25 van het decreet van 20 juli 2006 houdende verschillende maatregelen inzake leerplichtonderwijs, hoger onderwijs, cultuur en permanente opvoeding, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Voor de volledige prestaties die gedurende het hele referentiejaar worden verricht, wordt het vakantiegeld vastgesteld op 70 % van een twaalfde van de jaarlijkse wedde, gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, dat de wedde verschuldigd voor de maand maart van het vakantiejaar bepaalt. ».

**Art. 25.** In artikel 26 van hetzelfde decreet, wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. 26.** In hetzelfde decreet, wordt een artikel 26bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 26bis. § 1. De berekening van het vakantiegeld bedoeld bij § 2 is van toepassing wanneer deze berekeningswijze de personeelsleden het genot toekent van een vakantiegeld dat gunstiger is dan dat voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 25 en 26.

§ 2. Het vakantiegeld bedraagt een forfaitair en een variabel deel.

Voor de volledige prestaties die gedurende het hele referentiejaar worden verricht, wordt het vakantiegeld vastgesteld als volgt :

1° Voor het forfaitaire deel : het bedrag van het forfaitaire deel toegekend het vorige jaar, vermeerderd met een breuk waarvan de noemer het gezondheidsindexcijfer is voor de maand januari van het vorige jaar en de teller het gezondheidsindexcijfer is voor de maand januari van het lopende jaar. De aldus bekomen uitslag wordt vastgesteld tot de vierde decimaal inclusief;

2° Voor het variabele deel : het variabele deel equivalent met 1,1% van de jaarlijkse wedde(n), gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptie, die de wedde(n) verschuldigd voor de maand maart van het vakantiejaar bepaalt(-en). Wanneer het personeelslid voor de betrokken maand geen enkele wedde of verminderde wedde heeft genoten, wordt dit percentage berekend op de wedde(n) die het verschuldigd zouden zijn voor genoemde maand.

*Afdeling IV. — Wijziging van de wet van 27 juli 1971  
op de financiering en de controle van de universitaire instellingen*

**Art. 27.** In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, vervangen door het decreet van 31 maart 2004 en gewijzigd bij de decreten van 21 december 2004, 16 december 2005, 20 juli 2006, 15 december 2006 en 11 januari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, eerste lid, wordt het bedrag « 103.772.880 » vervangen door het bedrag « 106.559.827 »;

2° In § 2, wordt het bedrag « 313.125.468 » vervangen door het bedrag « 321.534.834 »;

3° In § 3, wordt het bedrag « 5.221.525 » vervangen door het bedrag « 5.286.861 ».

**Art. 28.** In artikel 32*bis*, eerste lid, van dezelfde wet, hersteld door het decreet van 31 maart 2004 en gewijzigd bij de decreten van 16 december 2005, 20 juli 2006, 15 december 2006, 25 mei 2007 en 11 januari 2008, wordt het bedrag « 8.160.662 » vervangen door het bedrag « 8.379.827 ».

**Art. 29.** In artikel 36*ter* van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 11 januari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, wordt het bedrag « 316.668 » vervangen door het bedrag « 633.336 »;

2° In het derde lid, wordt het getal « 6,25 » vervangen door het getal « 3,125 ».

*Afdeling V. — Wijzigingen aan het decreet van 9 januari 2003  
betreffende de adviesorganen op het vlak van het wetenschappelijk en universitair beleid  
en het overleg tussen de verschillende adviesorganen uit het hoger onderwijs*

**Art. 30.** In artikel 13, eerste lid, van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de adviesorganen op het vlak van het wetenschappelijk en universitair beleid en het overleg tussen de verschillende adviesorganen uit het hoger onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Onder 3° worden de woorden « de erkende representatieve werknemersorganisaties » vervangen door de woorden « de representatieve vakverenigingen aangesloten bij organisaties die bij de Nationale Arbeidsraad zetelen »;

2° Het 4° wordt vervangen door hetgeen volgt : « 4° drie leden die het wetenschappelijke personeel van de universitaire instellingen vertegenwoordigen en voorgedragen onder dit personeel door de representatieve vakverenigingen aangesloten bij organisaties die bij de Nationale Arbeidsraad zetelen; ».

*HOOFDSTUK III. — Bepaling betreffende het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het hoger onderwijs  
ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

**Art. 31.** In artikel 27, tweede lid, van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, worden de woorden « van dit decreet » vervangen door de woorden « bedoeld bij het vorige lid ».

*HOOFDSTUK IV. — Bepalingen betreffende de Hogere Architectuurinstellingen*

**Art. 32.** Artikel 6 van de wet van 18 februari 1977 houdende organisatie van het architectuuronderwijs, aangevuld bij het decreet van 18 juli 2008, wordt aangevuld met een paragraaf 8 luidend als volgt :

« § 8. De student kan kiezen de cursussen van een studiecycclus te verdelen over het aantal studiejaren bepaald in het programma.

Deze verspreide programmering van haar activiteiten en de gepaard gaande evaluaties maken het voorwerp uit van een overeenkomst met de directeur van het Hoger Architectuurinstituut, gesloten op het ogenblik van de inschrijving, en kan ieder jaar herzien worden.

De programmering bedoeld bij de vorige leden wordt opgesteld overeenkomstig de algemene voorwaarden bepaald door de directeur van het hogere architectuuronderwijs. Deze algemene voorwaarden zijn echter niet van toepassing op de studenten van wie de hoedanigheid van sportbeoefenaar van hoog niveau of sportbelofte erkend is overeenkomstig hoofdstuk III van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap.

Indien de student de kredieten bekomt die overeenstemmen met de cursussen van zijn personele programma, kan hij zijn studies voortzetten zonder als zittenblijver te worden beschouwd in de zin van het koninklijk besluit van 22 februari 1984 houdende algemene regeling van de studiën in het hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan. Hij kan echter niet in aanmerking worden genomen voor de financiering meer dan twee keer voor éénzelfde studiejaar voordat de examencommissie zijn succes goedgekeurt. ».

**Art. 33.** Artikel 8, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 11 januari 2008, wordt aangevuld met een vierde lid, luidend als volgt :

« Na de berekening van de begeleiding bedoeld bij de vorige leden, krijgen de instituten een toevoegsel van 0,25 eenheid, voor zover de inrichting een personeelslid ten belope van minstens 0,25 eenheid aangewezen heeft voor de tenlasteneming van de Interne dienst voor Preventie en Bescherming op het Werk. Deze aanwijzing wordt bevestigd via een verslag waarin vermeld wordt de identiteit en de opdracht van het personeelslid belast met de Interne dienst voor Preventie en Bescherming op het Werk, overgezonden aan de Regering voor 15 oktober van het lopend jaar. ».

**Art. 34.** In artikel 8bis, § 1, vierde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2007, worden de woorden « per site » ingevoegd tussen de woorden « instelling » en de woorden « met toepassing van ».

**Art. 35.** In dezelfde wet worden de artikelen 8ter, 8quater, 8sexies en 8septies, ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8ter. § 1. Er wordt binnen elke Hoge architectuurstudie, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, een Studentenraad opgericht.

§ 2. De Studentenraad wordt samengesteld uit minstens zeven leden, verkozen om het jaar tussen 1 februari en 30 april door en onder het geheel van de studenten van het Hoger Architectuurstudie.

De leden moeten verkozen worden via een stemming met de participatie van minstens 30 % van de studenten van het Hoger Architectuurstudie.

Wordt een dergelijk quorum niet bereikt na een eerste beurt stemming, dan wordt een tweede beurt ingericht met dit keer een quorum van 15 % van de studenten. Indien het quorum bereikt is na deze beurt, wordt de Studentenraad samengesteld zonder vertegenwoordiging op gemeenschappelijk niveau.

Indien na de twee beurten stemming het quorum niet bereikt werd, worden de studenten die nuttig gerangschikt zijn tot beheerder benoemd van de Studentenraad voor een duur van één jaar, zonder vertegenwoordiging op het beheerorgaan voor deze periode.

§ 3. De Studentenraad die verkozen is voor het volgende academiejaar stelt voor 31 mei de leden voor van de organen van het Hoger Architectuurstudie alsook zijn vertegenwoordigers binnen de representatieve vereniging van de studenten van zijn keuze.

De Studentenraad kiest één van zijn leden om voor het voorzitterschap te zorgen.

Alle leden van de Studentenraad zijn stemgerechtigd.

Artikel 8quater. § 1. De Studentenraad heeft tot opdracht :

1° alle studenten van het Hoger Architectuurstudie te vertegenwoordigen;

2° de belangen van de studenten van het Hoger Architectuurstudie te behartigen en te bevorderen, inzonderheid voor alle problemen met betrekking tot het onderwijs, de pedagogie en het beheer van hun Hoger Architectuurstudie;

3° de actieve participatie te bevorderen van de studenten van het Hoger Architectuurstudie met als doel ze toe te laten volledig hun rol te spelen als actieve, verantwoordelijke en kritiekvolle burger binnen de maatschappij en hun Hogere Architectuurstudie;

4° te zorgen voor het rondzenden van de informatie tussen de overheid van het Hoger Architectuurstudie en de studenten;

5° de vertegenwoordigers van de studenten aan te wijzen op de maatschappelijke raad;

6° te zorgen voor de continuïteit van de vertegenwoordiging, inzonderheid door de participatie in de opleiding van studentenvertegenwoordigers;

7° de studenten te informeren over hun rechten, over het Hoger Architectuurstudie en over de pedagogische mogelijkheden die ze geboden worden.

§ 2. De Studentenraad kan, op eigen initiatief, een advies uitbrengen of een voorstel indienen betreffende de studenten en alle materies die tot het beheer en het onderwijs verstrekt door het Hoger Architectuurstudie behoren.

Artikel 8quinquies. De Inrichtende macht van het Hoger Architectuurstudie zorgt voor de terbeschikkingstelling ten behoeve van de Studentenraad van infrastructuur en eigen materiële middelen die nodig zijn voor de verwezenlijking van zijn opdrachten. Deze ter beschikking gestelde infrastructuur worden over de verscheidene vestigingsplaatsen verdeeld.

Het deel van de maatschappelijke subsidies die de sociale behoeften dekken op financieel gebied van de Studentenraad wordt op 10% bepaald. De berekening van de financiële middelen toegekend aan de Studentenraad gebeurt per vestigingsplaats.

Art. 8sexies. De vertegenwoordigers van de Studentenraad bedoeld bij artikel 8ter kunnen geen straf of druk oplopen voor de akten gedaan als gevolg of tijdens de uitoefening van hun mandaat of als gevolg of tijdens de kiescampagne, voor de kandidaten voor de verkiezingen van de Studentenraad. De Studentenraad zendt ter informatie aan de maatschappelijke zetel zijn jaarlijkse comptabiliteit ten laatste tegen 31 maart volgend op het begrotingsjaar.

Art. 8septies. De vertegenwoordigers van de studenten hebben, onder dezelfde voorwaarden als de andere leden van de organen waarvan ze deel uitmaken, toegang tot de documenten die nodig zijn voor de uitoefening van hun mandaat. ».

#### HOOFDSTUK V. — *Bepalingen met betrekking tot de statuten van het personeel*

##### *Afdeling I. — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 15 april 1958*

houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs

**Art. 36.** In artikel 17, § 1, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, zoals gewijzigd bij de decreten van 20 december 2001, 3 maart 2004, 4 mei 2005, 13 december 2007, 11 januari 2008 en 9 mei 2008, worden de woorden « , voor de meesterassistent die aangesteld, benoemd of aangeworven wordt als meester praktijkvorming voor dezelfde toe te kennen cursussen zoals bepaald in de bijlagen 1 en 2 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap » vervangen door de woorden « , voor de meesterassistent in één van de volgende te begeben ambten zoals bedoeld in bijlage 2 bij het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap : dieetleer en voeding, ergotherapie, logopedie, sociale wetenschappen en verpleegzorg, die aangesteld, vast benoemd of aangeworven werd in een van de toe te kennen cursussen zoals bepaald in bijlage 1 van hetzelfde decreet : praktijk van de dieetleer, praktijk van de ergotherapie, praktijk van de logopedie, praktijk van een sociale dienst en praktijk van verpleegzorgverlening. ».

*Afdeling II.* — Wijziging van het koninklijk besluit van 18 april 1967 tot regeling van de wijze waarop het aantal opvoeders in het Rijksonderwijs wordt berekend

**Art. 37.** In artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 18 april 1967 tot regeling van de wijze waarop het aantal opvoeders in het Rijksonderwijs wordt berekend, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986, wordt het cijfer « 0,5 » vervangen door het cijfer « 0,75 ».

Wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

**Art. 38.** In artikel 36, tweede lid, van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de woorden « in definitief dienstverband in een ander onderwijsniveau ingericht door de Franse Gemeenschap » vervangen door de woorden « als vast benoemde onderwijzer aangesteld in een onderwijsinrichting ingericht door de Franse Gemeenschap ».

**Art. 39.** In artikel 52, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de woorden « 8° de afzetting » worden vervangen door de woorden « 8° het ontslag van ambtswege »;
- 2° de volgende woorden worden ingevoegd : « 9° de afzetting ».

**Art. 40.** Artikel 124*bis* van hetzelfde decreet wordt artikel 124*ter*.

**Art. 41.** Titel III, Hoofdstuk II, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld met een afdeling 5 die een artikel 124*bis* bevat, luidend als volgt :

« *Afdeling 5.* — Beroepsdossier

Artikel 124*bis*. Het beroepsdossier van het personeelslid bevat het administratieve dossier en, desgevallend, het tuchtdossier.

Elk stuk dat in het tuchtdossier wordt opgenomen moet aan het voorafgaande visum van het betrokken personeelslid voorgelegd worden.

Het personeelslid beschikt over een termijn van vijf werkdagen om het bovenvermelde stuk te viseren vanaf het ogenblik dat de aanvraag om visum hem toegezonden werd door de inrichtende macht.

Bij het verstrijken van de termijn van vijf werkdagen bedoeld bij het vorige lid, wordt de verplichting bedoeld bij het tweede lid geacht nagekomen te zijn voor zover de inrichtende macht het bewijs levert dat de aanvraag tot visum aan het personeelslid toegezonden werd.

Elke tuchtprocedure kan enkel steunen op stukken die tot het tuchtdossier behoren.

Het administratieve dossier bevat exclusief de documenten die betrekking hebben op de administratieve en geldelijke statuten van het personeelslid. Deze documenten komen enerzijds uit de betrekking tussen de inrichtende macht en de subsidiërende macht en anderzijds uit de betrekking tussen de inrichtende macht en het personeelslid voortvloeien.

De Regering keurt de nadere regels voor de samenstelling van het dossier en voor de toegang tot dat dossier goed, bepaald door de bevoegde paritaire commissie. ».

**Art. 42.** Artikel 135 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 januari 2008, wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt :

« § 3. Het verslagmodel wordt bepaald door de paritaire commissies bedoeld bij artikel 171. ».

**Art. 43.** In artikel 139, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « in een ander onderwijsniveau » vervangen door de woorden « in een onderwijsinrichting ».

**Art. 44.** Artikel 217 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 januari 2008 wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt :

« § 3. Het verslagmodel wordt bepaald door de centrale paritaire commissie bedoeld bij artikel 247, eerste lid, 1°. ».

**Art. 45.** In artikel 221, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « in een ander onderwijsniveau » vervangen door de woorden « in een onderwijsinrichting ».

*Afdeling IV.* — Wijziging van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

**Art. 46.** In artikel 4, § 1, van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de woorden « doctor in de geneeskunde, doctor in de dierengeneeskunde » en de woorden « apotheker, ingenieur of geaggregeerde hoger onderwijs » geschrapt.

**Art. 47.** In artikel 7 van hetzelfde decreet, worden de woorden « wordt nader bepaald in de bijlage 3 bij dit besluit tegenover de te begeven cursussen » vervangen door de woorden « identiek aan deze die nader bepaald zijn in de bijlage 3 bij dit besluit tegenover de te begeven cursussen, met inachtneming van artikel 4, § 1. ».

**Art. 48.** In hetzelfde decreet, wordt artikel 48, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 wordt, aangevuld met de paragrafen 2 en 3 luidend als volgt :

« § 2. De personeelsleden die tijdelijk aangewezen of aangeworven zijn overeenkomstig, naargelang het geval, de bepalingen van artikel 5 of artikel 6 en met inachtneming van de opschriften van de te begeven cursussen en van de eerder bepaalde bekwaamheidsbewijzen, worden geacht te voldoen aan de vereisten van deze bekwaamheidsbewijzen, zoals bedoeld, naargelang het geval, in de bijlagen 1 en 2 bij dit decreet.

De bij het eerste lid bedoelde personeelsleden worden geacht aan de bij bijlage 2 bij dit decreet eerder bepaalde voorwaarden inzake bekwaamheidsbewijzen te voldoen, wanneer de examencommissies bedoeld in dezelfde bijlage niet ingericht worden.

§ 3. De personeelsleden die vast benoemd of aangeworven werden overeenkomstig de voorwaarden inzake bekwaamheidsbewijzen zoals ze eerder bepaald waren, worden geacht aan de voorwaarden inzake bekwaamheidsbewijzen te voldoen, zoals bedoeld, naargelang het geval, in de bijlagen 1 en 2 bij dit decreet. ».

**Art. 49.** In hetzelfde decreet, aangevuld met de decreten van 12 juli 2001 en 19 november 2003 en gewijzigd bij de decreten van 3 maart 2004, 11 januari 2008 en 9 mei 2008, wordt bijlage 1 vervangen door de bijlage 1 bij dit decreet.

**Art. 50.** In hetzelfde decreet, aangevuld met de decreten van 20 juli 2000 en 12 juli 2001 en gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, wordt bijlage 2 vervangen door de bijlage 2 bij dit decreet.

**Art. 51.** In hetzelfde decreet, aangevuld met het decreet van 12 juli 2001, wordt bijlage 3 afgeschaft.

*Afdeling V. — Wijziging van het decreet van 25 juli 1996  
betreffende de opdrachten en betrekkingen  
in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen*

**Art. 52.** In het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, wordt een artikel *7quater*, luidend als volgt, ingevoegd :

« Artikel *7quater*. § 1. Iedere Hogeschool vertrouwt de opdrachten van de Interne Dienst voor Preventie en Bescherming op het Werk aan één of meerdere personeelsleden. In iedere Hogeschool, minstens een personeelslid zal daartoe een opdracht van minstens 5/10 voltijds equivalent toegekend worden.

§ 2. Iedere Hogeschool zendt aan de Regering, tegen 15 oktober ten laatste van het lopend academiejaar, de identiteit en de uurregeling van de personeelsleden die in dat kader aangewezen werden.

Bij samenvoeging, worden de betrekkingen toegekend aan de samengevoegde inrichtingen steeds toegekend aan de inrichting die uit de samenvoeging ontstaat. ».

*Afdeling VI. — Wijziging van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)*

**Art. 53.** In artikel 57 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), zoals gewijzigd bij het decreet van 11 januari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het zesde lid, in de eerste zin, worden de woorden « bijkomende betrekkingen » vervangen door de woorden « bijkomende begeleidingsbetrekkingen »;

2° het zesde lid wordt aangevuld met de volgende zin :

« De wekelijkse opdracht voor volledige prestaties is bepaald op 36 uur per week. Ze wordt onderverdeeld in vierden van opdracht. »;

3° Artikel 57 wordt aangevuld met de volgende leden :

« Iedere hogere kunstschoon wijst een personeelslid aan belast met de Interne Dienst van Preventie en Bescherming op het Werk waarvoor er een vierde van eenheid wordt toegekend per bijkomende betrekking. In geval van samenvoeging van hogere kunstschoolen, wordt deze opdracht vermenigvuldigd met het aantal hogere kunstschoolen die deel uitmaken van de samenvoeging. De wekelijkse opdracht met volledige prestaties bedraagt 36 uur per week. Ze kan verdeeld worden in vierden van opdracht.

De hogere kunstschoon zendt voor 15 oktober van het lopend jaar aan de Regering, de identiteit en de opdracht van het personeelslid belast met deze opdracht. Ingeval de hogere kunstschoon in gebreke blijft wat betreft de verzending van deze informatie of dat de opdracht besteed aan deze taak kleiner is dan een vierde van eenheid van bijkomende betrekking, wordt het bijkomende bedrag ten belope verminderd voor het volgende jaar. ».

**Art. 54.** Artikel 104, § 1, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« Vooraleer elke tijdelijke aanwijzing voor te stellen, stelt de Raad voor pedagogisch beheer de opdracht uit te breiden van de personeelsleden van de betrokken hogere kunstschoon, die erom gevraagd hebben met inachtneming van artikel 102, eerste lid, en dit in de volgende orde : eerst, de vast benoemde personeelsleden, daarna de tijdelijk aangewezen personeelsleden voor een onbepaalde duur. ».

**Art. 55.** Artikel 105, § 2, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« Indien eenzelfde personeelslid aangewezen werd met toepassing van het eerste lid gedurende twee opeenvolgende academiejaren voor hetzelfde ambt en dezelfde te begeven cursus, kan de hogere kunstschoon deze betrekking enkel bekleden met inachtneming van de artikelen 100 en 102. ».

**Art. 56.** In artikel 111, § 1, van hetzelfde decreet, wordt het zesde lid vervangen door hetgeen volgt :

« Wanneer het verslag de melding bedraagt « heeft niet voldaan », kan, het personeelslid, binnen de vijf werkdagen na de datum waarop het verslag hem werd voorgelegd, een schriftelijke klacht indienen bij de directeur die deze onmiddellijk verzendt aan de raad van beroep. Deze geeft zijn advies binnen een maximale termijn van één maand vanaf de ontvangst van de klacht. De directeur neemt zijn beslissing binnen een termijn van één maand vanaf de ontvangst van het advies van de raad van beroep. De aanvankelijke beslissing wordt behouden of gewijzigd. Indien de aanvankelijke beslissing behouden wordt, kan de Regering in geen enkel geval de aanwijzing verlengen.

**Art. 57.** In artikel 128, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « een ander onderwijsniveau » vervangen door de woorden « een onderwijzend ambt binnen het onderwijs ».

**Art. 58.** In artikel 161, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « die in vast verband in een ander niveau van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs » vervangen door de woorden « , verkregen als vast benoemde onderwijzer aangewezen in een onderwijsinrichting ingericht door de Franse Gemeenschap ».

**Art. 59.** In artikel 163, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt een *2°bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« *2°bis*. De diensten verricht door de leden van het niet-statutaire personeel aangewezen in het kader van overeenkomsten afgesloten met toepassing van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, en van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen, alsook door de personeelsleden aangeworven ten laste van de hogere kunstschoon of van de inrichtende macht, op voorwaarde dat deze diensten gepresteerd werden in een ambt gelijk aan een ambt bedoeld bij artikel 100; wat betreft de eerste 1200 dagen, wordt hen een verminderingscoëfficiënt toegepast van 0,3; ».

**Art. 60.** In artikel 171, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « 7° de afzetting » worden vervangen door de woorden « 7° het ontslag van ambtswege »;

2° de volgende woorden worden ingelast : « 8° de afzetting ».

**Art. 61.** Artikel 184 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 5° luidend als volgt :

« 5° de beroepen ingesteld door de personeelsleden die voor een bepaalde duur aangewezen zijn tegen een verslag houdende de melding « heeft niet voldaan » ».

**Art. 62.** Artikel 229, § 2, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld met een derde lid luidend als volgt :

« Vooraleer elke tijdelijke aanwijzing voor te stellen, stelt de Raad voor pedagogisch beheer de opdracht uit te breiden van de personeelsleden van de betrokken hogere kunstschool, die erom gevraagd hebben met inachtneming van artikel 227, eerste lid, en dit in de volgende orde : eerst, de vast benoemde personeelsleden, daarna de tijdelijk aangewezen personeelsleden voor een onbepaalde duur. ».

**Art. 63.** Artikel 230, § 2, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« Indien eenzelfde personeelslid aangewezen werd met toepassing van het eerste lid gedurende twee opeenvolgende academiejaren voor hetzelfde ambt en dezelfde te begeven cursus, kan de hogere kunstschool deze betrekking enkel bekleden met inachtneming van de artikelen 225 en 227. »

**Art. 64.** In artikel 236 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij § 1, het achtste lid wordt door hetgeen volgt, vervangen : « Wanneer het verslag de melding bedraagt « heeft niet voldaan », kan, het personeelslid, binnen de vijf werkdagen na de datum waarop het verslag hem werd voorgelegd, een schriftelijke klacht indienen bij de directeur die deze onmiddellijk verzendt aan de raad van beroep. Deze geeft zijn advies binnen een maximale termijn van één maand vanaf de ontvangst van de klacht. De directeur neemt zijn beslissing binnen een termijn van één maand vanaf de ontvangst van het advies van de raad van beroep. De aanvankelijke beslissing wordt behouden of gewijzigd. Indien de aanvankelijke beslissing behouden wordt, kan de Regering in geen enkel geval de aanwijzing verlengen. »;

2° het artikel wordt aangevuld met een § 3 luidend als volgt :

« § 3. Het verslagmodel wordt bepaald door de centrale paritaire commissie bedoeld bij artikel 307, eerste lid, 1°. ».

**Art. 65.** In artikel 255, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « een ander onderwijsniveau » vervangen door de woorden « een onderwijzend ambt in het onderwijs ».

**Art. 66.** In artikel 276, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « in een ander onderwijsniveau » vervangen door de woorden « in een onderwijsinrichting ».

**Art. 67.** In artikel 278, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt een 2°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« 2°*bis*. De diensten verricht door de leden van het niet-statutaire personeel aangewezen in het kader van overeenkomsten afgesloten met toepassing van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, en van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen, alsook door de personeelsleden aangeworven ten laste van de hogere kunstschool of van de inrichtende macht, op voorwaarde dat deze diensten gepresteerd werden in een ambt gelijk aan een ambt bedoeld bij artikel 225; wat betreft de eerste 1 200 dagen, wordt hen een verminderingscoëfficiënt toegepast van 0,3; ».

**Art. 68.** Artikel 301 van hetzelfde decreet wordt met een 4° aangevuld, luidend als volgt :

« 4° de beroepen ingesteld door de personeelsleden die voor een bepaalde duur aangewezen zijn tegen een verslag houdende de melding « heeft niet voldaan » ».

**Art. 69.** Artikel 313 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 4° luidend als volgt :

« 4° elk geschil te voorkomen of regelen dat zou kunnen rijzen of dat opgerezen zou zijn tussen de inrichtende machten en de leden van zijn personeel onder dit decreet. ».

**Art. 70.** In Deel IV, Titel V, Hoofdstuk II van hetzelfde decreet, wordt een afdeling 5 ingevoegd die een artikel 352*bis* bevat, luidend als volgt :

#### « Afdeling 5. — Beroepsdossier

Artikel 352*bis*. Het beroepsdossier van het personeelslid bevat het administratieve dossier en, desgevallend, het tuchtdossier.

Elk stuk dat in het tuchtdossier wordt opgenomen moet aan het voorafgaande visum van het betrokken personeelslid voorgelegd worden.

Het personeelslid beschikt over een termijn van vijf werkdagen om het bovenvermelde stuk te viseren vanaf het ogenblik dat de aanvraag om visum hem toegezonden werd door de inrichtende macht.

Bij het verstrijken van de termijn van vijf werkdagen bedoeld bij het vorige lid, wordt de verplichting bedoeld bij het tweede lid geacht nagekomen te zijn voor zover de inrichtende macht het bewijs levert dat de aanvraag tot visum aan het personeelslid toegezonden werd.

Elke tuchtprocedure kan enkel steunen op stukken die tot het tuchtdossier behoren.

Het administratieve dossier bevat exclusief de documenten die betrekking hebben op de administratieve en geldelijke statuten van het personeelslid. Deze documenten komen enerzijds uit de betrekking tussen de inrichtende macht en de subsidiërende macht en anderzijds uit de betrekking tussen de inrichtende macht en het personeelslid voortvloeien.

De Regering keurt de nadere regels goed voor de samenstelling van het dossier en voor de toegang tot dat dossier goed, bepaald door de bevoegde paritaire commissie. ».

**Art. 71.** Artikel 359, § 2, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld met een derde lid luidend als volgt :

« Vooreer elke tijdelijke aanwijzing voor te stellen, stelt de Raad voor pedagogisch beheer de opdracht uit te breiden van de personeelsleden van de betrokken hogere kunstschool, die erom gevraagd hebben met inachtneming van artikel 357, eerste lid, en dit in de volgende orde : eerst, de vast benoemde personeelsleden, daarna de tijdelijk aangewezen personeelsleden voor een onbepaalde duur. ».

**Art. 72.** Artikel 360, § 2, van het decreet van 20 december 2001, wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« Indien eenzelfde personeelslid aangewezen werd met toepassing van het eerste lid gedurende twee opeenvolgende academiejaren voor hetzelfde ambt en dezelfde te begeven cursus, kan de hogere kunstschool deze betrekking enkel bekleden met inachtneming van de artikelen 355 en 357. »

**Art. 73.** In artikel 366 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij § 1, het zevende lid wordt door hetgeen volgt, vervangen : « Wanneer het verslag de melding bedraagt « heeft niet voldaan », kan, het personeelslid, binnen de vijf werkdagen na de datum waarop het verslag hem werd voorgelegd, een schriftelijke klacht indienen bij de directeur die deze onmiddellijk overzendt aan de raad van beroep. Deze geeft zijn advies binnen een maximale termijn van één maand vanaf de ontvangst van de klacht. De directeur neemt zijn beslissing binnen een termijn van één maand vanaf de ontvangst van het advies van de raad van beroep. De aanvankelijke beslissing wordt behouden of gewijzigd. Indien de aanvankelijke beslissing behouden wordt, kan de Regering in geen enkel geval de aanwijzing verlengen. »;

2° het artikel wordt aangevuld met een § 3 luidend als volgt :

« § 3. Het verslagmodel wordt bepaald door de centrale paritaire commissie bedoeld bij artikel 437. ».

**Art. 74.** In artikel 385, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « een ander onderwijsniveau » vervangen door de woorden « een onderwijzend ambt in het onderwijs ».

**Art. 75.** In artikel 408, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « in een ander onderwijsniveau » vervangen door de woorden « in een onderwijsinrichting ».

**Art. 76.** In artikel 410, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt een 2°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« 2°*bis*. De diensten verricht door de leden van het niet-statutaire personeel aangewezen in het kader van overeenkomsten afgesloten met toepassing van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, en van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen, alsook door de personeelsleden aangeworven ten laste van de hogere kunstschool of van de inrichtende macht, op voorwaarde dat deze diensten gepresteerd werden in een ambt gelijk aan een ambt bedoeld bij artikel 100; wat betreft de eerste 1 200 dagen, wordt hen een verminderingcoëfficiënt toegepast van 0,3; ».

**Art. 77.** In artikel 430 van hetzelfde decreet, worden de woorden « en de beroepen ingesteld door de personeelsleden die voor een bepaalde duur aangewezen zijn tegen een verslag houdende de melding « heeft niet voldaan » » toegevoegd na de woorden « zoals bedoeld in artikel 373 » ».

#### HOOFDSTUK VI. — Slotbepaling

**Art. 78.** Dit decreet treedt in werking tien dagen na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 32 en 53, 1° en 2°, die uitwerking hebben met ingang van het academiejaar 2008-2009, de artikelen 13 en 18 die in werking treden op 1 december 2008, de artikelen 8, 24, 25, 26, 27, 28, 29 die in werking treden op 1 januari 2009, artikel 37 dat in werking treedt op 1 september 2009, de artikelen 46, 47, 48, 49, 50, 51 die in werking treden op 15 september 2009, de artikelen 33, 52 en 53, 3° die in werking treden met het academiejaar 2009-2010, de artikelen 10 en 11, die in werking treden op 1 januari 2010 en artikel 36 waarvan de datum van inwerkingtreding door de Regering bepaald wordt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel op 19 februari 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,  
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,  
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
M. TARABELLA

—  
Nota's

(1) *Zitting 2008-2009.*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 644-1. — Verslag, nr. 644-2. — Vergaderingsamendement, nr. 644-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 17 februari 2009.